

R E P U B L I Q U E D U C A M E R O U N
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2014

CHAPITRE 22

**MINISTRE DE L'ECONOMIE,
DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	6
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	6
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014	6
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	7
2.1.	PROGRAMME 301: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	8
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	9
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	9
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	10
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	11
2.2.	PROGRAMME 302: APPUI A LA RELANCE ÉCONOMIQUE POUR L'ACCELERATION DE LA CROISSANCE	21
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	22
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	22
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	23
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	24
2.3.	PROGRAMME 304: RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.	32
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	33
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	33
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	34
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	36

2.4.	PROGRAMME 305: RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE L' INTEGRATION REGIONALE	45
2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	46
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	46
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014	47
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014	50
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	64
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	65
3.2.	LEÇONS APPRISES	65
3.3.	PERSPECTIVES	65

NOTE EXPLICATIVE

En 2007 le Cameroun effectue une avancée indéniable dans la modernité à travers l'adoption le 27 décembre, de la loi portant Régime Financier de l'Etat. Cette « Constitution financière » introduit dans l'administration la gestion axée sur les résultats à travers le budget programme. En prélude au basculement dans ce nouveau mode gestion le 1^{er} janvier 2013, la documentation budgétaire accompagnant le projet de loi de finance s'enrichie du Projet de Performance des Administrations (PPA). Ce document élaboré par chaque département ministériel ou institution, présente les programmes avec des objectifs assortis d'indicateurs de performance.

Par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi de 2007, « le projet de loi de règlement est accompagné des rapports annuels de performance des administrations rédigés par les ordonnateurs principaux » et qui rendent compte de la performance projetée dans les PPA. Ainsi, en 2014, les premières évaluations de l'exécution du budget par programme ont eu lieu à travers la production par tous les départements ministériels des rapports annuels de performance de l'exercice 2013.

A cet effet, les pouvoirs politiques dans leur ensemble ont pu apprécier la mise en œuvre des programmes dans les départements ministériels. La Chambre des Comptes de la Cour Suprême à travers son avis sur le projet de loi de règlement et le parlement pendant l'examen de la loi de règlement pendant la session budgétaire.

En cette deuxième année d'élaboration des Rapports annuels de performance où l'exercice a été étendu aux institutions, l'accent est mis sur l'amélioration qualitative du document notamment au niveau du renseignement de la performance technique des administrations, dans le respect de ses trois parties :

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2014;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2014 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

- 1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE**
- 1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE**
- 1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES**
- 1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2014**

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 301

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE

Responsable du programme

M. EDOA GILBERT DIDIER
Secrétaire Général

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme intitulé « Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire » porte le N°301 dans la liste des programmes de la loi de finances de l'exercice 2014. Il vise à améliorer la coordination des services et à assurer la bonne mise en œuvre des programmes opérationnels. Pour atteindre cet objectif, il a été décliné en neuf (09) actions permettant couvrir toutes les fonctions supports du département ministériel. Sa performance est mesurée par le taux d'exécution annuelle des programmes du MINEPAT qui devrait passer de 61% en 2012 à 95% d'ici 2016.

OBJECTIF	Améliorer la coordination des services et assurer la bonne mise en œuvre des programmes opérationnels	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution annuel des programmes du MINEPAT
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	61.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	95.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES Action 02: DÉPLOIEMENT DE LA CHAÎNE PPBS Action 03: DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES Action 04: AMÉLIORATION DU CADRE DE TRAVAIL Action 05: CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE Action 06: COMMUNICATION ET PROMOTION ECONOMIQUE DU CAMEROUN Action 07: APPUI JURIDIQUE Action 08: DÉVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION Action 09: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET DU COURRIER	
DOTATIONS INITIALES	AE 7 412 577 000	CP 7 412 577 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. EDOA GILBERT DIDIER, Secrétaire Général	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre des activités du programme 301 « Gouvernance et appui institutionnel du sous-secteur de l'économie, de la planification et de l'aménagement du territoire » s'est faite dans un contexte marqué par : (i) la volonté du Chef de département ministériel de renforcer la cohérence et la lisibilité de l'action du MINEPAT, et de réduire les délais de prise de décision, conformément aux Très Hautes prescriptions du Chef de l'Etat ; (ii) une politique plus offensive d'attrait des investissements étrangers et de diversification du portefeuille de coopération (ii) la rationalisation des dépenses budgétaires.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

En vue de soutenir la mise en œuvre des programmes opérationnels du MINEPAT, le programme 301 intitulé a été mis en œuvre de manière harmonieuse à travers les neuf (09) actions précédemment rappelées. Le taux d'exécution des programmes du MINEPAT, au titre de l'exercice 2014, est estimé à 89,1%. Cette performance technique est nettement meilleure que celle enregistrée en 2013 (soit 70%) en raison de l'appropriation progressive des réformes en cours, en l'occurrence la réforme des finances publiques et la réforme des marchés publics, et de leur appropriation par les différents acteurs.

Ce taux aurait pu être meilleur n'eût été d'une part la difficulté de mobilisation des ressources pour les activités de *Coopération*, et d'autre part les lenteurs observées dans le processus de passation des marchés publics qui ont retardé l'exécution de nombreux projets notamment ceux relevant des programmes 301 et 304.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	89,1%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 18 038 902 151	CP 18 038 902 151
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -10 626 325 151	Ecart CP -10 626 325 151
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 17 553 635 847	CP 14 125 738 206
TAUX DE CONSOMMATION	97,3 %	78,3 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Les résultats ci-dessus présentés dénotent des performances techniques et financières de l'ensemble des programmes, en nette progression par rapport aux années précédentes. Au cours de l'exercice 2014, il s'est principalement agi de renforcer la coordination des services à l'effet d'assurer la cohérence des interventions du MINEPAT et de réduire le cloisonnement des structures ; d'améliorer le cadre et les conditions de travail du personnel tant au niveau central que déconcentré ; de renforcer les capacités du personnel. En outre, les ressources financières reçues en plus de la dotation initiale du programme support ont été affectées à l'acquisition du matériel informatique à l'effet de réduire le déficit criard constaté. Cependant, le volume des ressources financières n'a pas permis de conduire à terme le plan de construction et d'équipement des services déconcentrés, d'amorcer le processus de numérisation des archives ; d'assurer l'accès de tous à la connexion internet. Aussi, le suivi de l'évolution des indicateurs de performance demeure un défi important.	
PERSPECTIVES 2015	° Mettre en place un système d'information sur la performance ; ° Suivre le respect des délais de traitement des dossiers ; ° Rationaliser des allocations financières ; ° Renforcer les capacités du personnel ; ° Poursuivre la mise en œuvre du plan de construction et d'équipement des services déconcentrés ; ° Améliorer l'accès du personnel à Internet ; ° Numériser les archives.	

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES								
OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement de toutes les structures du Ministère.							
Indicateur	Intitulé:		Niveau de mise en place du dispositif de pilotage axé sur la performance				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 20%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		20					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 489 000 000	1 489 000 000	1 495 576 533	1 495 576 533	1 420 678 829	1 311 573 192	95 %	87,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Prescription du Chef de l'Etat de renforcer la cohérence et la lisibilité de l'action de l'Etat, et de réduire les délais de prise de décision.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Projet de feuille de route 2014 élaboré ; - Rapport semestriel d'autoévaluation de la feuille de route 2014 produit ; - Rapport annuel d'autoévaluation de la feuille de route 2014 produit ; - Rapport de suivi du Comité Multipartenaires ; - 10 rapports régionaux d'activités au titre de l'exercice 2014 ; - 58 rapports départementaux d'activités au titre de l'exercice 2014 ; - Signature de plusieurs accords de prêts et conventions de financement.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	En 2014, la chaine de responsabilité des acteurs de la performance a été déclinée et rendu opérationnel à la suite de la signature de la décision N°268/D/MINEPAT/SG/DSR/CS du 30 avril 2014. Ainsi, un outil sur les cinq envisagés dans le dispositif de pilotage de la performance au niveau ministériel a été mis en place. Par ailleurs, la mise en œuvre des activités de cette action a également consisté à coordonner et à superviser les interventions du MINEPAT tant au niveau central que déconcentré à travers notamment la tenue régulière des réunions de coordination. Ce faisant, le risque de contreperformance des programmes a été minimisé dans la mise en œuvre de la feuille de route ministérielle de manière spécifique, et du plan d'actions de manière générale. En outre, il s'est agi aussi d'assurer la représentation et la sauvegarde des intérêts de l'Etat sur toutes les questions relevant de la compétence du MINEPAT sur le territoire national et à l'étranger (participation aux fora, aux négociations des accords et conventions, conduite de certaines missions confiées par la Très Haute Hiérarchie, comités interministériels, etc.).							
Perspectives 2015	Renforcer la coordination des services ; Déployer le contrôle de gestion et mettre en place le dialogue de gestion.							

Action 02 DÉPLOIEMENT DE LA CHAÎNE PPBS

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement de la chaine PPBS.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'extrants de la Chaîne PPBS produits annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		2.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		4.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		4						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 271 000 000	1 271 000 000	12 223 355 695	12 223 355 695	12 078 410 814	8 983 553 536	98,8 %	73,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Arrimage des programmes aux stratégies sectorielles et à la stratégie nationale ; - Mise en œuvre de la loi N°2007/006 du 26 décembre 2007 par la définition du format des Rapports Annuel de Performance des administrations.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Plan d'Actions Prioritaires (PAP) 2015-2019 produit ; - Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) 2015-2017 produit ; - Projet de Performance 2015 du MINEPAT produit ; - 04 rapports trimestriels de suivi de l'exécution financière du budget, produits ; - 01 rapport annuel de suivi de l'exécution financière du budget, produit ; - Annuaire Statistique 2014 du MINEPAT élaboré ; - Rapport Annuel de Performance 2013 du MINEPAT produit ; Deux documents d'étape de la stratégie à périmètre ministériel du MINEPAT produits (Etat des lieux et diagnostic, Choix stratégiques).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Une attention particulière a été portée en 2014 à l'articulation et la cohésion entre les différents maillons de la chaîne à travers la tenue de six (06) sessions du comité interne PPBS ; à la production des quatre (04) principaux extrants de la chaîne PPBS ; à la production des documents relatifs au passage du MINEPAT aux pré-conférences et aux conférences budgétaires 2014, à la session 2014 de du CIEP, à la session budgétaire de l'Assemblée Nationale ; à l'optimisation de la gestion des ressources financières par la systématisation des plans de consommation des crédits au sein du département ministériel ; à la passation des marchés. Une partie considérable des ressources a permis de prendre en charge certaines obligations à l'instar des frais de régulation des marchés, des frais d'abonnement à la presse, etc.								
Perspectives 2015	- Rationaliser les allocations financières ; - Partager les informations et documents (contrats, correspondances) relatifs aux prestations entre les services techniques compétents et le service du budget, indispensable pour mieux assurer le suivi des prestations ; - Vulgariser la méthodologie de préparation des documents utiles à la conférence de programmation des Marchés Publics ; Mettre en place un système d'information sur la chaîne d'exécution du budget au niveau central et déconcentré en vue de maitriser les taux d'exécution physico-financière.								

Action 03 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Accroître qualitativement les ressources humaines.								
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnel formé/recyclé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 54%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		27						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 658 275 000	1 658 275 000	1 643 956 008	1 643 956 008	1 627 162 038	1 552 326 856	99 %	94,4 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Dernière année de mise en œuvre du plan triennal de formation 2012-2014 ; - Prise en charge des étudiants des grandes écoles rattachées au MINEPAT.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Plan triennal de formation 2012-2014 mis en œuvre à 30% par la formation de : ° 50 personnels en audit et contrôle, ° 28 personnels sur la gestion du courrier, ° 36 points focaux formés aux techniques de préarchivage, ° 100 personnels en linguistique, ° 42 personnels admis en stage, ° 75 participants à bien d'autres séminaires de formation ; - 45 bourses de perfectionnement octroyées au niveau national et international aux personnels du MINEPAT ; - Formations sur le calcul des ESD dans l'application Antilope, en liaison avec la SDPSP - Prise en charge effective des dépenses de personnel au MINEPAT; - Application de recensement en ligne des personnels du MINEPAT développée ; - Base de données du personnel du MINEPAT constituée (1405 personnels recensés en ligne) ; - Conférence annuelle des services centraux et déconcentrés du MINEPAT, Journée Internationale de la Femme et Fête Internationale du Travail, organisées.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'exécution de cette action s'est faite sans difficulté majeure au cours de l'exercice 2014 notamment en ce qui concerne les activités courantes d'exécution des dépenses permanentes de personnel, la dynamisation de la vie associative et culturelle, la centralisation et mise à jour permanente des fichiers de la solde et des pensions, l'organisation des réunions et des cérémonies officielles, etc. Cependant, le taux de réalisation technique du programme tranche avec le taux de consommation des crédits puisque les ressources dédiées aux formations et stages du personnel du MINEPAT ont été utilisées en grande partie pour la prise en charge des étudiants des grandes écoles. Enfin, il a également été enregistré un faible taux de la prise en charge sociale du fait de la méconnaissance de la réglementation en la matière par le personnel, ainsi que le manque de pertinence des éléments constitutifs des demandes déposées en ce sens.								
Perspectives 2015	- Budgétiser la prise en charges des étudiants des grandes écoles séparément des frais de formation et stage du personnel en service au MINEPAT ; - Acquérir un serveur pour loger SIGIPES II ; - Sensibiliser l'ensemble du personnel sur les procédures de prise en charge sociale.								

Action 04 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et équipements adéquats.								
Indicateur	Intitulé:		Proportion du personnel disposant d'un poste de travail fixe				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 67,5%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		80.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		54%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	2 290 802 000	2 290 802 000	1 696 894 452	1 696 894 452	1 508 397 427	1 370 470 563	88,9 %	80,8 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Mise en œuvre du plan de construction et d'équipement des bâtiments et locaux abritant les services du MINEPAT.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Constructions et réhabilitations, effectives dans 19 régions et départements ; - Patrimoine du MINEPAT entretenu et sécurisé ; - Circuits électriques des bâtiments abritant les services centraux du Ministère, réhabilités ; - 09 délégations équipées en véhicule pick-up ; - 05 délégations départementales équipées en mobiliers de bureaux ; - Acquisition des matériels roulants et d'exploitation pour les services centraux.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Toutes les constructions de bâtiments et équipements divers de bureaux ont contribué à améliorer le cadre de travail du personnel, portant ainsi la proportion du personnel disposant d'un poste de travail fixe à 54%. Pour y parvenir les titres de confirmation de créances ont été transmis en début d'année dans toutes les DR et DD. Cependant, les ressources limitées n'ont pas toujours permis d'effectuer des missions de suivi et de contrôle à l'effet d'assurer la qualité des investissements.								
Perspectives 2015	- Mener des missions de contrôle - Mettre en cohérence les activités des CM et du service du patrimoine, notamment dans les mouvements des biens meubles								

Action 05 CONTRÔLE ET AUDIT INTERNE

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement et la performance des services.								
Indicateur	Intitulé:		Proportion de structures contrôlées/auditées par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 56%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		20.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		56						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	139 000 000	139 000 000	109 000 000	109 000 000	100 078 080	101 293 808	91,8 %	92,9 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action s'est faite dans un contexte d'amenuisement des ressources budgétaires dû à la persistance de la crise financière internationale ainsi qu'aux fluctuations des prix des matières premières. En outre, il convient de souligner la persistance de l'insécurité aux frontières septentrionales et à l'Est du Cameroun.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 04 rapports trimestriels d'évaluation des performances des services produits ; - 01 rapport annuel d'évaluation des Plans d'actions des services a été produit ; - Le fonctionnement et la performance de 48 structures du MINEPAT, ont été évalués ; - Rapports d'audit du fonctionnement des services centraux et déconcentrés (régions de l'Est, Centre, Sud, littoral, Ouest, Nord-ouest et Sud-ouest), élaborés ; - Rapport annuel du fonctionnement des services élaboré ; - Développement des outils de vérification du fonctionnement des services ; - 40% des manœuvres de corruption résorbées.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources financières ont été utilisées pour préparer et réaliser les évaluations de performance et de fonctionnement de certains services. Il n'a cependant pas été possible de couvrir l'ensemble des services en raison de la modicité des crédits alloués aux activités de cette action. En effet, le coût moyen d'une mission de vérification est de 1 500 000 FCFA, hors consommables et titres de transport. La performance technique susmentionnée aurait pu être meilleure n'eût été l'insuffisance des moyens financiers mis à disposition et de l'insécurité au niveau des frontières des régions de la partie septentrionale et de l'Est. Les différentes synthèses des missions de vérification effectuées ont été matérialisées par la production des rapports trimestriels et annuels sur la performance et le fonctionnement des services. Les principales recommandations issues de ces rapports ont constitué des outils d'aide à la décision au niveau du département ministériel.								
Perspectives 2015	- Mettre en place un système d'information sur la performance des services ; - Couvrir l'ensemble des services déconcentrés (Délégations Régionales et Départementales) ; - Finaliser la cartographie des risques du MINEPAT ; - Elaborer les indices de productivité des structures du MINEPAT ; - Effectuer le contrôle des contrats passés avec des Etablissements de micro finance ; - Renforcer le suivi/évaluation de l'assiduité et de la ponctualité dans les services du MINEPAT.								

Action 06 COMMUNICATION ET PROMOTION ECONOMIQUE DU CAMEROUN

OBJECTIF	Promouvoir l'économie camerounaise.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de supports thématiques produits et diffusés par an				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 53%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		16000.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		30000.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		16000 (et plus)						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	115 000 000	115 000 000	87 662 856	87 662 856	87 662 350	82 662 350	100 %	94,3 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La promotion de l'économie camerounaise s'est déroulée dans un contexte marqué par une politique plus offensive d'attraction des investissements étrangers et de diversification du portefeuille de coopération. En outre, des ressources humaines supplémentaires ont été affectées aux travaux de production des supports de promotion.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Plus de 16 000 supports de promotion ont été diffusés ; - 60% des rubriques d'actualité du site internet du MINEPAT ont été trimestriellement mises à jour ; - 50% des besoins en supports de promotion économique des représentations diplomatiques du Cameroun à l'étranger ont été satisfaits ; - 04 émissions hebdomadaires « Croissance Plus » réalisées ; - 09 éditions électroniques du magazine « Lettre Economique du Cameroun » publiées ; - 05 synthèses hebdomadaires des journaux réalisées ; - Création d'un site internet dédié à la promotion économique du Cameroun ; - Couverture médiatique des activités du MINEPAT assurée.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources utilisées ont contribué à la production des documents de promotion par la mise à jour des statistiques, la relecture, la traduction, le montage des textes, images et graphiques et l'impression. Ainsi, plus de 16000 supports de promotion économiques ont été diffusés au cours de plusieurs rencontres économiques auxquelles le MINEPAT a pris part. Il s'agit entre autres : du Forum sur l'investissement au Cameroun à Londres, du Forum Economique Cameroun-Etats Unis à Washington, de la journée Believe in Africa ou la table ronde sur l'investissement au Cameroun, du sommet diaspora africaine Etats-Unis sur l'investissement en Afrique. En outre, neuf (09) éditions de la Lettre Economique du Cameroun ont été publiées ainsi que plusieurs émissions économiques spécialisées.								
Perspectives 2015	- Mettre l'accent sur la préparation de la participation du MINEPAT aux foires et fora - Améliorer le partage d'informations entre les structures et la cohérence des différentes interventions du MINEPAT dans la production et la diffusion des supports de promotion de l'économie.								

Action 07 APPUI JURIDIQUE

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements au sein du Ministère.								
Indicateur	Intitulé:		Proportion des projets de texte élaborés dans les délais selon les règles de l'art				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 75%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		75						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	87 000 000	87 000 000	83 376 944	83 376 944	66 184 457	59 696 777	79,4 %	71,6 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Dans la marche vers l'émergence du Cameroun, la DAJ s'est pleinement mobilisée en 2014 pour relever les défis qu'impose le DSCE au MINEPAT. En plus, dans un contexte de grandes réalisations marqué par la prolifération des programmes et projets structurants conséquence d'une intensification de la coopération économique nationale et internationale, l'accompagnement institutionnel des engagements pris ou à prendre par l'Etat est fortement sollicité de la Division des Affaires Juridiques du MINEPAT. Cette dynamique s'est accompagnée d'une augmentation du niveau des réclamations, des recours précontentieux et contentieux des différents partenaires contre l'Etat/MINEPAT. Elle exige en outre, du personnel du MINEPAT l'abnégation au travail et l'exemplarité dans l'observation des règles de déontologie et d'éthique professionnelles. D'où, une mobilisation plus accrue sur des questions liées à la discipline, à la lutte contre la corruption et à la promotion de la gouvernance. Dans cette optique, conformément à ses missions organiques, la DAJ s'est fortement investie afin de fournir un appui juridique efficace aux différentes activités interpellant le MINEPAT tant en son sein qu'auprès des autres instances publiques.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Elaboration des projets de textes législatifs et réglementaires : 04 projets de Décret et 03 projets d'arrêts d'application de la loi sur les Zones Economiques au Cameroun ; projet de Décret portant réorganisation du Comité de Compétitivité, Elaboration du projet de texte modifiant et complétant le Décret n°2008/0115PM du 204/01/2008 précisant les modalités d'application de la loi n°2006/012 du 29/12/2006 fixant le régime général des contrats de partenariat ; Elaboration du projet de décret instituant le Quatrième Recensement Général de la Population et de l'Habitat au Cameroun. Défense des intérêts de l'Etat : l'ensemble des décisions de justice rendues en 2014 ont été en faveur du MINEPAT ; le règlement à l'amiable de certains recours au niveau de la DAJ ; l'introduction des dossiers disciplinaires de certains personnels du PNDP. Mise en forme des projets d'Accord et Convention : Plus de 10 projets d'engagements mise en forme.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Globalement la DAJ a obtenu un taux de réalisation de ses activités pour l'année 2013 évalué à 40 %. La mobilisation de la DAJ pour l'an 2014 a permis l'atteinte globale de 70% à 80% des cibles, qui aurait pu être plus important avec l'actualisation du répertoire de textes législatifs et réglementaires ; et l'élaboration d'un recueil des Accords et Conventions économiques. La baisse du volume de la caisse d'avance a posé le problème d'efficacité dans la diligence des affaires pendantes devant les tribunaux hors de Yaoundé (cas ex : affaire AN'NDAL c/Etat du Cameroun/MINEPAT. Pour cette affaire, lors de la dernière audience à Maroua, la DAJ a dû faire recours à un déblocage des ressources auprès du MINEPAT pour s'acquitter des honoraire de l'Avocat commis à l'affaire). Les ressources en rapport avec les besoins de matériel de travail pour l'amélioration de la productivité du personnel de la DAJ, ont été insuffisantes malgré les aménagements subséquents obtenus.								

Perspectives 2015	Atteindre un résultat technique de près de 90%. Assurer une couverture optimale des activités par l'amélioration de l'appui juridique par : - la réduction des délais de traitement des dossiers ; - la qualité des avis juridiques émis ; - la production des projets de textes législatifs et réglementaires, des Accords et Conventions de qualités.
-------------------	---

Action 08 DEVELOPPEMENT DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION								
OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre différentes structures du Ministère.							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnel disposant d'un ordinateur fonctionnel connecté au réseau Internet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	281 000 000	281 000 000	623 050 503	623 050 503	589 031 964	589 031 964	94,5 %	94,5 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- Appropriation de la réglementation en matière d'audit des systèmes d'information ; - Vulgarisation par l'ANTIC des dispositions de la loi N°2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et à la cybercriminalité au Cameroun ; - Gestion des ressources critiques de l'Internet telles que les adresses IP.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Réseaux informatiques construits (phase 1) dans 04 délégations régionales du MINEPAT : Est, Nord, Extrême-Nord, Ouest ; - Extension de l'application de gestion du courrier – Mailsoft – à l'immeuble ex-AMACAM ; - Interconnexion par liaison fibre optique du site annexe CNR au réseau local du Ministère ; - Des ordinateurs complets acquis au profit des services centraux et déconcentrés ; - Réseaux informatique et téléphonique partiellement entretenus ; - Réseau local informatique et téléphonique de l'annexe n°1 du MINEPAT réhabilité ; - Rapport d'audit du système d'information du MINEPAT produit ; - Rapports de suivi technique des activités informatiques des services du MINEPAT produits ; - Rapport d'inventaire du matériel informatique produit.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Cette action a bénéficié d'un virement de 400 000 000 F CFA au cours de l'exercice budgétaire 2014. Ces fonds ont permis d'acquérir des ordinateurs complets au profit des services centraux et déconcentrés du MINEPAT, résorbant ainsi le déficit en matériel informatique dans certaines structures. Ainsi, la part du personnel disposant d'un ordinateur fonctionnel connecté au réseau internet s'est améliorée grâce aux efforts déployés pour construire, réhabiliter et/ou entretenir les réseaux informatiques et téléphoniques. Cependant, il convient de souligner qu'un proxy de l'indicateur de performance a été privilégié en l'absence de ressources permettant d'effectuer un dénombrement exhaustif.							
Perspectives 2015	- Veiller à l'adéquation entre les objectifs fixés et les ressources affectées aux activités ; - Poursuivre la construction des réseaux informatiques dans les 06 autres délégations régionales du MINEPAT ; - Définir une politique cohérente d'acquisition et de gestion du matériel informatique et téléphonique. - Définir un nouvel indicateur de l'action dont la mesure serait aisée.							

Action 09 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES ET DU COURRIER

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires.								
Indicateur	Intitulé:		Proportion de services dotés d'un dispositif de classement des documents				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE -		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		95.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	81 500 000	81 500 000	76 029 160	76 029 160	76 029 160	75 129 160	100 %	98,8 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Prescriptions du Premier Ministre à travers la correspondance N°B70/b/CAB/PM du 31 Janvier 2011 concernant les méthodes de travail administratif, demandant à chaque département ministériel de veiller au respect de la loi du 19 Décembre 2000 régissant les archives [...] d'aménager un local dédié aux archives [...] de mettre en place un système de classement moderne [...] d'amorcer la numérisation des documents.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Plusieurs documents traduits en français ou en anglais ; - Courriers traités systématiquement et ventilés ; - 01 logiciel « GED » pour la numérisation des documents acquis ; - Des produits documentaires constitués ; - 01 cadre de classement des documents, élaboré ; - Répertoire des documents archivés, élaboré et mis à jour ; - 36 points focaux formés aux techniques de pré-archivage ; - 25 Mètres Linéaires (ML) de documents à transférer aux Archives Nationales, analysés et traités ; - 138 usagers (personnel du MINEPAT et chercheurs) reçus pour des consultations de documents.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le résultat technique de cette action n'a pas pu être évalué faute de définition des normes de classement en interne. Toutefois les ressources mobilisées ont permis d'obtenir les produits ci-dessus, de réaliser les services susmentionnés et de réduire globalement les différents délais de traduction des documents, de traitement et de transmission des courriers. A la fin de l'exercice 2014, on estimait à : (i) 3 jours au maximum le délai de transmission des courriers arrivées à destination des structures internes, (ii) 2 jours le délai de retour des souches et délai de ventilation des courriers sortant du MINEPAT.								
Perspectives 2015	- Déployer l'application de Gestion Electronique des Documents (services centraux et déconcentrés) ; - Mettre en place une médiathèque ; - Définir un indicateur de performance mesurable qui rendrait compte des trois principaux processus relevés ici notamment : le traitement et la ventilation des courriers, la traduction des documents et l'archivage des documents.								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 302

APPUI A LA RELANCE ÉCONOMIQUE POUR L'ACCELERATION DE
LA CROISSANCE

Responsable du programme

M. BONDOMA YOKONO Dieudonné
Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Dans un contexte de reprise de l'économie camerounaise, le programme "**appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance**" vise la consolidation de la croissance économique sur une longue période. Un mécanisme de relance assis sur l'hypothèse que la bonne exécution en quantité et en qualité du BIP est amplificatrice de la création de la richesse.

OBJECTIF	Améliorer le taux de croissance de l'économie	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'exécution du BIP
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	75.0
	Année de référence:	2013
	Valeur Cible	80.0
	Année cible:	2014
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE ECONOMIQUE Action 02: APPUI A LA MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ET AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES Action 03: PROMOTION DES APPROCHES A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE (HIMO) DANS LES INVESTISSEMENTS PUBLICS Action 04: SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU DSCE. Action 05: COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME Action 06: SUIVI, EVALUATION ET CONTROLE DE L'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC Action 08: PREPARATION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC Action 09: DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVES	
DOTATIONS INITIALES	AE 6 463 654 000	CP 6 462 154 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. BONDOMA YOKONO Dieudonné, Directeur Général de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le programme "**appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance**" a été exécuté dans un contexte marqué par la consolidation de la croissance économique et la création d'emplois à travers :

- la relance de la production ;
- le démarrage de certains projets structurants ;
- la programmation et la budgétisation des projets de développement ;
- le renforcement du suivi-évaluation et contrôle de l'investissement public ;
- l'amélioration du climat des affaires et le renforcement du dialogue secteur public-secteur privé ;
- le renforcement de la surveillance économique.

Toutefois, la mise en œuvre du programme a été entravée par les contraintes telles que la crise

sécuritaire dans le grand Nord, les difficultés relatives à la mise en route de la réforme budgétaire et de la mise en application de la réforme des marchés publics, et l'insuffisante maturité de certains projets inscrits au BIP.

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

L'objectif du programme "Appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance" était de consolider la croissance économique à l'effet de la porter à 5.5% en moyenne sur la période 2010-2020. Cet objectif est quantifié à travers le taux de consommation du BIP.

En fin 2014, le taux de consommation du BIP base ordonnancement est de 94,33%, une nette progression dans la poursuite de l'objectif de 100% d'ici 2016.

Certaines difficultés d'appropriation et de mise en œuvre de la double réforme des finances publiques et des marchés publics, ont sensiblement contribué à retarder, voire à reporter l'exécution de certains projets inscrits au BIP pour l'exercice 2014.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	94,33%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	94,33%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 3 788 101 943	CP 3 786 601 943
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 2 675 552 057	Ecart CP 2 675 552 057
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 3 688 560 366	CP 6 647 360 843
TAUX DE CONSOMMATION	97,4 %	175,5 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	L'évolution de l'indicateur du programme a été entamée par : - les difficultés encore persistantes aux démarrages de la mise en exécution de la réforme budgétaire ; - les externalités négatives de la mise en œuvre de la réforme sur les marchés publics - l'insuffisante maturité de certains projets inscrits au BIP. Toutefois, cet indicateur ne rend pas compte de manière suffisante de l'étendu de la mise en œuvre des activités du programme 302, dont des actions spécifiques portent notamment sur la modernisation de l'appareil de production, le développement des filières porteuses de croissance, le renforcement de la surveillance économiques, etc. Pour ce qui est de l'utilisation des ressources allouées pour la mise en œuvre du programme, elle se justifie par la bonne réalisation des différentes activités du programme.	
PERSPECTIVES 2015	- Poursuivre avec le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne d'exécution du BIP en matière de maîtrise de la double réforme ; - Poursuivre le suivi de la mise en œuvre du DSCE ; - Assurer la mise à niveau des entreprises à travers le Bureau National de mise à niveau ; - Intensifier la mise en place des agropoles ; - Poursuivre la structuration des filières porteuses de croissance, ainsi que la modernisation de l'appareil de production ; - Poursuivre la promotion de la réalisation des ouvrages suivant l'approche HIMO ; - S'assurer de la maturité des projets à inscrire au BIP ; - Poursuivre la promotion du financement des PME par le crédit-bail ; - Renforcer le dispositif de suivi de l'exécution du BIP des services centraux, des projets à financements conjoints et des subventions aux Etablissements Publics Administratifs.	

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 RENFORCEMENT DE LA SURVEILLANCE ECONOMIQUE								
OBJECTIF	Améliorer la connaissance de l'évolution de la conjoncture nationale et internationale à court et à moyen terme.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de publications produites annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 78%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		37.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		29					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 358 000 000	1 358 000 000	1 323 630 831	1 323 630 831	1 295 884 749	1 295 984 749	97,9 %	97,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Mise en œuvre de l'action dans un contexte marqué par : - la persistance de la crise sécuritaire notamment dans certaines localités de l'Extrême Nord, avec ses conséquences sur la dynamique économique ; - la persistance des difficultés liées à l'engorgement du port de Douala ; la baisse des cours du pétrole.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Production de 20 bimensuelles économiques - Production de 02 tableaux de bord de l'économie - Production de 02 notes trimestrielles de conjoncture - Production de 02 rapports sur la compétitivité de l'économie camerounaise - Production de 02 rapports sur la situation et les perspectives de l'économie camerounaise - Elaboration de 10 rapports économiques régionaux et de la synthèse nationale - Réalisation de la quatrième enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 4) - Participation à l'élaboration de la circulaire présidentielle relative à la préparation du Budget de l'Etat - Réalisation de l'enquête sur le climat des affaires (BCS) Elaboration du cadrage macroéconomique							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Bonne exécution des activités prévues							
Perspectives 2015	Renforcer les délégations régionales et départementales en matière de surveillance économique							

Action 02 APPUI A LA MODERNISATION DE L'APPAREIL DE PRODUCTION ET AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES								
OBJECTIF	Accroître la compétitivité des filières porteuses de croissance.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre annuel de filières de croissance identifiées et structurées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE -	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		1.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		2.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 593 560 000	3 593 560 000	650 893 920	650 893 920	650 743 894	3 588 303 894	100 %	551,3 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Mise en œuvre de l'action dans un contexte marqué par : - l'opérationnalisation du Bureau de Mise à Niveau des entreprises ; - la restructuration en cours du Comité de Compétitivité ; - la poursuite des actions visant à structurer certaines filières (Bois, Tourisme, etc.).							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Elaboration d'un plan d'adaptation de l'économie Camerounaise à la mondialisation ; - Finalisation des textes d'application de la Loi sur les zones économiques et transmission dans les services du Premier Ministre ; - Production du rapport sur l'évaluation de l'effet des exonérations de 2008 relatives à la réduction des prix des produits de première nécessité ; - Financement de 69 dossiers de crédits par le dispositif de crédit-bail pour une enveloppe de plus de 2,4 milliards ; - Recrutement du personnel du Bureau National de mise à niveau, qui a poursuivi le processus de mise à niveau des entreprises de la phase pilote ; - Restructuration du Comité de Compétitivité afin de lui permettre de mieux adresser les questions de structuration des filières porteuses de croissance.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Le mécanisme de structuration des filières de l'économie à l'effet d'accroitre leur compétitive, est un processus permanent. C'est dans cette perspective que les ressources allouées pour cette action ont permis de promouvoir l'accès du secteur privé au financement de leur activités.							
Perspectives 2015	Finaliser la structuration du Comité de Compétitivité ; Elaborer les monographies des filières restantes.							

Action 03 PROMOTION DES APPROCHES A HAUTE INTENSITE DE MAIN D'ŒUVRE (HIMO) DANS LES INVESTISSEMENTS PUBLICS								
OBJECTIF	Contribuer à la maîtrise des approches HIMO et leur utilisation par la réalisation des investissements publics.							
Indicateur	Intitulé:		Nombres des administrations publiques et privées sensibilisées et incitées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE -	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2010					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		62.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	228 000 000	228 000 000	623 821 283	623 821 283	618 999 945	618 999 945	99,2 %	99,2 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Cette action a été mise en œuvre dans un contexte marqué par le désir des autorités de promouvoir l'utilisation des matériaux locaux, d'assurer la réduction du chômage des jeunes à travers la réalisation des travaux à haute intensité de mains d'œuvre.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	-30 responsables en charge de la programmation budgétaire et de la passation des marchés publics formés -20 responsables des services techniques de 4 CTD formés à la maîtrise des compétences techniques en approches HIMO -10 études de faisabilité en approche HIMO réalisées -7 conventions de partenariat signées entre le MINEPAT et les CTD (Ndom, Kumba, Banwa, Ombessa, Sangmélima et Okola) en vue de la réalisation des ouvrages démonstratifs en approche HIMO							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Une administration peut être sensibilisée sans toutefois recourir aux approches HIMO dans la réalisation de ses investissements publics. Un indicateur comme la Part des investissements publics réalisés en HIMO capterait mieux l'utilisation des approches HIMO dans les investissements publics							
Perspectives 2015	- Entrevoir la modification de l'indicateur de performance de cette action, afin de définir un indicateur facilement mesurable ; - Poursuivre la promotion de l'approche HIMO notamment dans les CTD ; - Poursuivre le processus de décentralisation en cours et susciter une prise de conscience par certains élus locaux sur la nécessité de recourir aux approches HIMO pour la réalisation des travaux d'infrastructures dans un contexte de chômage généralisés des jeunes; - Promouvoir le recours à l'approche HIMO dans les CTD pour la réalisation des projets dans les secteurs suivants : assainissement, canalisation et curage des eaux, collecte et traitement des ordures ménagères, construction des bâtiments, constructions des ponts, réhabilitations des voies d'accès dans les quartiers, etc.							

Action 04 SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DU DSCE.

OBJECTIF	Suivre la mise en œuvre du DSCE.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de publications produites annuellement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 93%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		13.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		15.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		14					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	0	0	0 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Contexte marqué par un net retard accusé dans la mise en œuvre du DSCE dans tous les secteurs d'activités. Ce retard a été relevé par l'évaluation à mi-parcours réalisée par un consultant indépendant.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- les revues participatives ont été réalisées dans les 10 régions. Les 10 rapports régionaux sont disponibles ; - le rapport d'évaluation 2013 de la mise en œuvre du DSCE a été élaboré, adopté par le CTSE et validé par le Comité interministériel de suivi ; - le projet de Plan d'Actions Prioritaires 2015-2019 a été élaboré ; le rapport de suivi de la création des emplois dans le secteur moderne en 2013 a été produit ainsi qu'une note de synthèse.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	En 2014, on a noté une bonne mise en œuvre des activités prévue dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du DSCE. Toutefois, il convient de relever qu'une partie des ressources consommées pour le suivi de cette stratégie ne provient pas du chapitre 22, mais du chapitre 94 – soit environ FCFA 563 251 744.							
Perspectives 2015	L'amélioration du dispositif de suivi du DSCE au niveau régional avec l'élaboration d'un référentiel d'évaluation de la mise en œuvre de ladite stratégie dans les régions.							

Action 05 COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME

OBJECTIF	Assurer l'efficacité de la mise en oeuvre du programme.								
Indicateur	Intitulé:		Proportion d'extrants planifiés annuellement, effectivement réalisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 96%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		96						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	292 802 000	292 802 000	285 678 304	285 678 304	285 678 304	297 483 667	100 %	104,1 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Cette action s'est déroulée dans un contexte marqué par la mise en œuvre du Budget Programme								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Elaboration du plan d'actions du programme Appui à la relance économique pour l'accélération de la croissance -Elaboration d'un dispositif de suivi-évaluation de la mise en œuvre du programme ; - Elaboration de la feuille de route du programme ; - Rapport de mise en œuvre du plan d'action du programme ; - Rapport de mise en œuvre de la feuille de route du programme ; - Elaboration de la Chaine des résultats du programme ; - Rapport d'évaluation de la mise en œuvre du programme.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'utilisation des ressources affectées à la mise en œuvre de cette action a permis d'acquérir les fournitures de bureau, les consommables informatiques, l'acquisition des documents spécifiques et de conduire efficacement les missions de coordination du programme.								
Perspectives 2015	- Assurer l'appropriation de la double reforme par les responsables des actions ; - Poursuivre la tenue régulière des réunions de coordination ; - Produire régulièrement les rapports de suivi de la mise en œuvre du programme.								

Action 06 SUIVI, EVALUATION ET CONTROLE DE L'EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC								
OBJECTIF	Mesurer la performance dans l'exécution du BIP.							
Indicateur	Intitulé:		Proportion d'administrations dont les rapports de suivi et d'évaluations attendus sont produits et validés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 74%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		50.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		37					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	520 142 000	518 642 000	473 603 312	472 103 312	458 275 398	468 100 512	96,8 %	99,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'action "Suivi, évaluation et contrôle de l'investissement public" a été mise en œuvre dans un contexte marqué par l'implémentation du dispositif de suivi de l'exécution du BIP, suite au Décret N°2013/7987/PM du 13 septembre 2013 portant création, organisation et fonctionnement des Comités de Suivi de l'Exécution Physico-financière de l'Investissement Public, suite à l'interpellation du Chef de l'Etat en ce qui concerne les faibles taux d'exécution du BIP en région et l'interrogation sur l'utilité de certaines commissions de suivi des projets.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Séminaire de lancement de l'exécution du BIP; - Suivi et revues trimestrielles de l'exécution du BIP dans les Régions, et évaluation des avancées vers les cibles du DSCE et de la VISION ; - Suivi et revues trimestrielles de l'exécution du BIP dans les Départements, et évaluation des avancées vers les cibles du DSCE et de la VISION - Suivi et revues trimestrielles de l'exécution du BIP dans les Communes, et évaluation des avancées vers les cibles du DSCE et de la VISION; - Elaboration des rapports régionaux sur les indicateurs de performance; - Suivi et contrôle de l'exécution physico-financière du BIP au niveau national ; Première session du Comité National de suivi physico-financier du BIP.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	La majeure partie des ressources a été utilisées pour l'intensification du suivi participatif et administratif aux niveaux national, régional, départemental et communal, avec notamment la tenue des Comités Techniques Communaux.							
Perspectives 2015	- Etendre le suivi de l'exécution du BIP aux EPA; - Développer le module "Suivi" dans l'application PROBMIS; - Intensifier les activités de suivi du BIP au niveau des services centraux; - Accompagner et sensibiliser les administrations à la production de leurs rapports trimestriels d'exécution physico-financière du BIP ; - Renforcer le suivi des projets à FINEX et des subventions ; - Renforcer le suivi du BIP dans les services centraux ; Mettre en œuvre les dispositions de la Circulaire sur l'exécution du BIP et relative à la production des rapports trimestriels dans tous les départements ministériels.							

Action 08 PREPARATION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC

OBJECTIF	Permettre au budget de l'Etat d'être un véritable levier pour la croissance.								
Indicateur	Intitulé:		Proportion d'administrations dont le BIP est arrimé aux PAPs et aux CDMTs				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 66%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		90.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		66% (29 Administrations)						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	371 150 000	371 150 000	330 474 293	330 474 293	328 978 076	328 488 076	99,5 %	99,4 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	- La préparation du BIP 2015, s'est effectuée dans un contexte marqué par l'exécution du Premier Budget programme ; La préparation du BIP 2015 a ainsi capitalisé les leçons apprises de la préparation du budget 2014.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- 29 Administrations ont pris part aux conférences de validation des CDMT. Soit un taux de participation de 66% ; - Un rapport annuel de programmation des grands projets, produit ; - Deux rapports semestriels de suivi de la mise en œuvre des grands projets, élaboré ; - 1311 projets d'investissements déclinées en 2908 tâches/opérations d'investissement sont programmées au titre de l'exercice 2015, parmi lesquels 1884 sont jugés matures, soit un taux global de 45,4% ; - Un rapport de la mise à jour de la banque a été produit et diffusé en début janvier 2015 en interne ; Le programme d'investissement prioritaire des dix régions est disponible.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Il y a déséquilibre dans les rendus de la chaine PPBS. En effet, la budgétisation est consacrée par la loi des finances alors que les autres rendus que sont le PAP et le CDMT ne sont pas institutionnalisés. De ce fait, ces documents ne sont pas toujours conçus comme préalable à la budgétisation au sein des administrations.								
Perspectives 2015	Poursuivre l'accompagnement des administrations à l'élaboration de leur document de cadrage dans le respect du calendrier budgétaire, d'une part. et d'autre part veiller à la prise en compte desdits documents dans la budgétisation.								

Action 09 DEVELOPPEMENT DES PARTENARIATS PUBLICS-PRIVES

OBJECTIF	Accroître la participation du privé dans les projets publics								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de contrats PPP signés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 60%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		12.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		3						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	50 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Sollicitation de plus en plus accrue du secteur privé par l'Etat dans l'équipement de la Nation.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Supports documentaires de diffusion des PPP produits et vulgarisés ; - Outils spécifiques pour le développement des PPP mise en place ; - Points focaux PPP dans les administrations identifiés et formés ; - Elaboration d'une liste de projet à mettre en œuvre suivant le mode PPP à l'effet d'intéresser des investisseurs ; - Financement, construction, exploitation, maintenance d'un pipeline des produits pétroliers de Limbé à Yaoundé ; - Approvisionnement supplémentaire de 50 000 m3 d'eau /jour dans la ville de Yaoundé ; Financement, construction et exploitation d'une tour de l'électricité (TOUREL) de Yaoundé.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Retard accusé dans la préparation et la signature de certains PPP, ce qui justifie le nombre timide de PPP signés en 2014 par rapport aux ambitions.								
Perspectives 2015	Poursuivre les actions de vulgarisation et la réalisation des infrastructures en mode PPP au Cameroun								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 304

RENFORCEMENT DE LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT ET
INTENSIFICATION DES ACTIONS D'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE.

Responsable du programme

M. OUM ELOMA Janvier
Directeur Général de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

Le programme 304 intitulé « Renforcement de la planification du développement et intensification des actions d'aménagement du territoire » vise à rendre disponible l'ensemble des Stratégies Sectorielles et Thématiques, ainsi que les Schémas National et Régionaux d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire définis par la loi n°2011/008 du 06 mai 2011 d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire.

Il s'agit à travers l'élaboration de ces documents de référence, d'une part, de traduire sur le plan sectoriel et spatial, les orientations fondamentales du développement de notre pays, et d'autre part, de fournir les ancrages nécessaires en vue de la production des documents de planification infra.

Pour atteindre cet objectif, le programme 304 est décliné en six (06) actions opérationnelles et une (01) action de coordination.

OBJECTIF	Disposer des stratégies de développement et de schémas d'aménagement arrimés aux objectifs du DSCE.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de stratégies de développement et des schémas d'aménagement arrimés aux objectifs du DSCE.
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	6.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	22.0
ACTIONS DU PROGRAMME	Année cible:	2016
	Action 08:	APPUI AU DEVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL
	Action 09:	COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME
	Action 10:	RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE
	Action 11:	PROSPECTIVE ET VEILLE STRATÉGIQUE DE DEVELOPPEMENT
	Action 12:	PLANIFICATION DES SERVICES SOCIAUX ET DES RESSOURCES HUMAINES DE LA NATION ET SUIVI DES QUESTIONS DE POPULATION ET DU GENRE
	Action 13:	MAÎTRISE ET MISE EN VALEUR DES POTENTIALITÉS DU TERRITOIRE ET DE SES FRONTIÈRES
	Action 14:	RÉALISATION DES INFRASTRUCTURES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
DOTATIONS INITIALES	AE	CP
	35 201 555 000	31 648 555 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. OUM ELOMA Janvier, Directeur Général de la Planification et de l'Aménagement du Territoire	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme a été principalement marquée par :

- les procédures toujours longues de passation des marchés publics et d'exécution du budget ;
- l'insuffisance de cohérence entre les documents de planification et les autres documents de la chaîne PBBS (CDMT, PPA)
- la nécessité d'intensifier le processus de décentralisation en accompagnant les

Communes en matière de planification ;

- la prise en compte progressive du Budget-Programme et des nouvelles missions (objectifs du programme et des actions) ainsi que de l'organisation nouvelle de la mission de coordination des activités (Responsable du programme, responsable de l'action) ;
- la nécessité de renforcer les capacités des cadres en matière de veille prospective ;
- l'urgence de conduire à terme les activités engagées pour faire face aux inondations survenues en 2012 dans la Région de l'Extrême-Nord, dont notamment le démarrage effectif du Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations, le confortement des digues de Maga et du Logone, ainsi que la protection des berges du Logone, la réalisation d'une digue-route le long du Logone de Gobo à Kousseri, et de son prolongement de Kousseri jusqu'aux berges du Lac Tchad ;
- l'exécution des instructions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, relative à l'élaboration des outils d'aménagement du territoire, la nécessité d'aménager les zones frontalières (pont sur le Logone, extension des activités de la PAMOL dans la péninsule de Bakassi) ;
- la survenue des actions terroristes dans la Région de l'Extrême-Nord ;
- l'afflux des réfugiés dans la Région de l'Est suite à la situation de crise en République Centrafricaine.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

La mise en œuvre du programme 304 au cours de l'année n'a pas permis, certes, de faire valider une stratégie sectorielle ou thématique, encore moins un outil d'aménagement du territoire, ce qui explique le résultat technique affiché dans le tableau 2 ci-dessous. Toutefois, force est de signaler que nombre de résultats intermédiaires ont été atteints et ce qui permet d'entrevoir avec optimisme l'atteinte des objectifs assignés au Programme.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	0	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	0	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 27 205 758 725	CP 23 652 758 725
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 7 995 796 275	Ecart CP 7 995 796 275
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 23 973 183 546	CP 24 679 166 985
TAUX DE CONSOMMATION	88,1 %	104,3 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	La mise en œuvre du programme en 2014 a permis d'enregistrer des avancées significatives vers l'atteinte de l'objectif de rendre disponibles les stratégies de développement et les schémas d'aménagement du territoire. De manière précise on peut noter que : · le document « Etat des lieux et diagnostic », « choix stratégiques » de la stratégie à périmètre ministériel du MINEPAT a été élaboré ; · le document « Etat des lieux et diagnostic » de la stratégie du secteur des infrastructures a été élaboré ; · les documents « Etat des lieux et diagnostic », « choix stratégiques » du secteur rural, des	

	services sociaux et de la gouvernance ont été actualisés ; · le processus de sélection des Bureaux d'Etudes pour l'élaboration du Plan de Zonage du Territoire National, du Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire, et des Schémas d'Aménagement et de Développement Durable des Régions de l'Est et du Sud. La mise en œuvre du Programme au cours de l'année 2014 a en outre permis la production d'un certain nombre d'extraits ainsi que la réalisation de certains services qui sont présentés dans l'analyse de la performance des actions constitutives du Programme.
PERSPECTIVES 2015	- Poursuivre l'arrimage des PCD restants au DSCE et de poursuivre la mise en œuvre du Programme National de Développement Participatif. Un accent sera également mis sur la vulgarisation du régime général des Contrats-Plans Etat/Commune ; - Renforcer le dispositif de pilotage et de coordination du programme conformément au manuel de pilotage du Budget-Programme ; - Finaliser les processus d'élaboration/actualisation des stratégies sectorielles ; - Opérationnaliser les cadres de coordination et de pilotage du suivi-évaluation afin de favoriser la mise en œuvre effective des stratégies sectorielles ; - Vulgariser les stratégies adoptées ; - Mettre en œuvre la nouvelle architecture de planification ; - organiser des revues sectorielles ; - Renforcer les capacités du personnel du MINEPAT et plus particulièrement du personnel de la DPPS en matière de veille prospective et stratégique ; - Implémenter la fonction de veille prospective dans toutes les administrations publiques ; - Mettre à disposition le modèle MADIBA ; - Rendre disponibles les outils complémentaires en vue d'intégrer les questions de population, de genre et de vulnérabilité sociale dans les politiques de développement - Lancer le processus d'élaboration proprement dit des outils d'aménagement du territoire ; - Accélérer l'élaboration des études techniques des infrastructures engagées (digue-route, pont frontalier, projets d'aménagement de la vallée de la Bénoué) ; - Contribuer à la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal décidé par le Chef de l'Etat, d'intensifier la mise en œuvre des programmes d'aménagement du territoire ; - Concevoir un plan de déploiement des programmes et projets d'aménagement dans les zones d'intervention prioritaire en vue de donner une meilleure lisibilité à cette action

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 08 APPUI AU DEVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL								
OBJECTIF	Accroître les capacités techniques, financières et matérielles des CTD.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de stratégies sectorielles et thématiques arrimés aux objectifs du DSCE				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE -	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		4.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		10.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		19 PCD					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	8 230 129 000	8 230 129 000	7 962 970 768	7 962 970 768	7 912 968 368	5 188 117 697	99,4 %	65,2 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'exécution de cette activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du processus de décentralisation et il est question de disposer pour chaque Commune d'un plan de développement au niveau communal. Certains de ces plans ont été élaborés avant le DSCE et il s'agit de les arrimer à cette stratégie et de produire des PCD pour des Communes qui n'en disposent pas. Au début de l'exercice 2013, 178 PCD étaient arrimés au DSCE et il est question de poursuivre cet arrimage dans les 151 restants. Cet arrimage bénéficie de l'existence d'un Guide de planification régionale et locale. Un autre élément majeur du contexte est la signature par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, du décret n°2012/0709/PM du 20 mars 2012 fixant le régime général des Contrats-Plans Etat/Commune.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- les 67 PCD actualisés en 2013 ont été réceptionnés, 19 PCD ont été actualisés, portant le nombre total de PCD à 266 sur les 329 attendus ; le processus d'actualisation des PDC restants a été engagé ; - 500 microprojets ont été exécutés ; - 444 études de faisabilité ont été réalisées ; -150 motos distribuées aux communes ; -35 nouveaux agents techniques recrutés et se sont ajoutés aux 259 existants, soit un total de 294 en poste ; -23 nouveaux agents financiers recrutés et se sont ajouté aux 262 existants, soit un total de 285 en poste ; - 02 Centres d'Ecoute, d'Orientation, de Conseil et d'Accompagnement (CEOCA) ont été mis en place à Lagdo (Région du Nord) et à Maga (Région de l'Extrême-Nord) et 150 microprojets ont été financés sur le territoire national dans le cadre du Sous-programme de Réduction de la Pauvreté à la Base ; - les 2ème, 3ème et 4ème et 5ème des transferts ont été payés aux ménages à Souledé-Roua (1484 bénéficiaires pour le 2ème, 1479 pour le 3ème et 1482 pour le 4ème, 1500 pour le 5ème) et les 3ème, 4ème et 5ème transferts ont été payés à Ndop (480 bénéficiaires pour le 3ème, 490 pour le 4ème et 489 pour le 5ème) dans le cadre du Projet Filets Sociaux ; - 02 agropoles dont un à Mbalmayo pour la production du cacao et l'autre à Douala pour la transformation du cacao.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'essentiel des ressources destinées à l'exécution de cette action sont orientées pour la mise en œuvre du Programme National de Développement Participatif à hauteur d'environ 7,2 milliards. Par ailleurs, un peu plus de 600 000 000 de FCFA ont été affectés à la mise en œuvre du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base, 320 millions à l'appui aux Associations de développement local.							

Perspectives 2015	- Poursuivre l'arrimage des PCD restants au DSCE - Poursuivre la mise en œuvre du Programme National de Développement Participatif. - Un accent sera également mis sur la vulgarisation du régime général des Contrats-Plans Etat/Commune, la mise en œuvre du Sous-Programme de Réduction de la Pauvreté à la Base, le bouclage de la phase pilote du Projet Filets Sociaux avec le démarrage de la phase IDA et la poursuite de la mise en place des agropoles. - Changer l'indicateur de l'action qui n'est en adéquation avec l'objectif.
-------------------	---

Action 09 COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME

OBJECTIF	Assurer la mise en œuvre efficace du programme.								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre du programme				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 90%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		60.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		90%						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	330 445 000	330 445 000	321 188 501	321 188 501	321 188 501	336 582 374	100 %	104,8 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	Prise en compte progressive du Budget-Programme et des nouvelles missions (objectifs du programme et des actions) ainsi que de l'organisation nouvelle de la mission de coordination des activités (Responsable du programme, responsable de l'action).								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	• Elaboration du Plan d'Action et de la Feuille de Route 2014 du Programme • Evaluations trimestrielles 2014 de la mise en œuvre du Plan d'Action et de la Feuille de Route du Programme								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Uniquement destinées au fonctionnement, les ressources de cette action ont permis d'acquérir les fournitures et de conduire les missions indispensables pour l'élaboration du plan d'action et les évaluations périodiques de leur mise en œuvre.								
Perspectives 2015	Poursuivre l'implémentation du dispositif de pilotage et de coordination du programme conformément au manuel de pilotage du Budget-Programme.								

Action 10 RENFORCEMENT DU PROCESSUS DE PLANIFICATION STRATÉGIQUE

OBJECTIF	Disposer des stratégies sectorielles et thématiques arrimés aux objectifs du DSCE.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de stratégies sectorielles et thématiques arrimés aux objectifs du DSCE				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 40%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		4.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		10.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 417 000 000	1 417 000 000	387 018 075	387 018 075	387 017 837	386 857 837	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	L'entrée en vigueur effective depuis 2013 du Budget-Programme a fortement marqué l'exécution de cette activité dont l'un des objets majeurs est de définir les outils devant conduire au bout de la chaine PPBS, de disposer des Programmes pertinents et orientés vers la réalisation des objectifs du DSCE. L'exécution efficace de cette activité dépend du déploiement effectif de la chaine PPBS qui reste encore embryonnaire. Par ailleurs, la réforme des marchés publics a sensiblement retardé le processus de sélection des Cabinets devant accompagner l'élaboration de la stratégie du Secteur Industries et du Secteur Gouvernance, et l'actualisation de la stratégie du Secteur Rural et la stratégie de Développement des Services Sociaux.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Stratégie du secteur des Infrastructures : (45%). Etat des lieux et Diagnostic du secteur, produit. Cadre institutionnel d'élaboration et de validation mis en place par Arrêté N°080/CAB/PM du 25 aout 2014 ; - Stratégie de la Gouvernance : (75 %). Document sur les options stratégiques produit. Cadre institutionnel d'élaboration et de validation mis en place par Arrêté N°098/CAB/PM du 21 aout 2014 ; - Stratégie du Secteur Rural : Document état des lieux et diagnostic, et Draft du document des choix stratégiques produits ; - Stratégie du Développement du Secteur Social : Document de l'état des lieux et diagnostic, et Document de choix stratégiques produits. - Stratégie à périmètre ministériel du MINEPAT : Document de l'état des lieux et diagnostic, et Document de choix stratégiques élaborés - le Cadre Budgétaire à Moyen Terme de base a été produit et transmis aux différentes administrations ; - les administrations ont été accompagnées dans l'actualisation de leurs des PAPs 2015-2019.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources destinées à la réalisation de cette action ont permis de produire les documents d'étape vers la disponibilisation des stratégies du secteur des Infrastructures, du secteur Rural, du Développement des Services Sociaux et de la stratégie thématique de la Gouvernance.								
Perspectives 2015	Il s'agira d'élaborer les stratégies inexistantes et d'actualiser celles existantes si nécessaire. Pour l'année 2015, il s'agira surtout de finaliser l'élaboration de la stratégie de la Gouvernance, du secteur des Infrastructures, et l'actualisation de la stratégie du secteur Rural, et du Développement des Services Sociaux.								

Action 11 PROSPECTIVE ET VEILLE STRATÉGIQUE DE DEVELOPPEMENT

OBJECTIF	Fournir des données de veille stratégique et de prospective économique.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre annuel de d'articles de veille stratégique et de bulletins de prospective économique produits				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 50%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		12.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		6						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	41 000 000	41 000 000	37 306 678	37 306 678	36 857 000	36 756 645	98,8 %	98,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le statut embryonnaire de l'activité de veille a continué de marquer le contexte de la mise en œuvre de cette action. Le développement des outils nécessaires pour la mettre en marche reste une préoccupation majeure.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Cinq(5) notes de veille informationnelle ont été rédigées ; - Un rapport de collecte d'informations en vue de la finalisation du premier bulletin a été élaboré ; - Le premier bulletin de veille a été actualisé ; - Un rapport de l'analyse rétrospective de l'économie camerounaise de 1993 à 2011 a été produit ; - Le processus de livraison du modèle MADIBA s'est poursuivi.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	En plus des notes de veille informationnelle et du bulletin de veille qui ont été produits, il a été question de la poursuite de la finalisation du modèle MADIBA et de la production d'un draft du rapport thématique rétrospectif et prospectif sur l'économie camerounaise.								
Perspectives 2015	Pour améliorer la performance de cette action, une emphase sera mise sur la mise à disposition du modèle MADIBA afin de permettre ainsi de réaliser au moins 02 articles de veille et 10 bulletins de prospective chaque année.								

Action 12 PLANIFICATION DES SERVICES SOCIAUX ET DES RESSOURCES HUMAINES DE LA NATION ET SUIVI DES QUESTIONS DE POPULATION ET DU GENRE								
OBJECTIF	Disposer d'un capital humain capable de soutenir la croissance.							
Indicateur	Intitulé:	Nombre de stratégies sectorielles prenant en compte les questions de populations, de genre et/ou de vulnérabilité sociale					TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 57%	
	Unité de mesure	nb						
	Année de référence:	2012						
	Valeur de référence:	1.0						
	Année cible:	2016						
	Valeur Cible	7.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):	0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	2 325 881 000	2 325 881 000	1 297 153 657	1 297 153 657	1 292 154 000	2 278 554 522	99,6 %	175,7 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre de cette action est marqué par le rythme variable de l'élaboration des différentes stratégies sectorielles et thématiques pour lesquelles il est nécessaire de s'assurer de la prise en compte des questions de populations, de genre et de vulnérabilité sociale.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	- Les éléments de base à la production des référentiels d'intégration des questions de population, de genre et de vulnérabilité sociale ont été produits à savoir: les TDR pour la production en régie du guide d'intégration des questions de genre, des populations autochtones et d'autres dimension transversales dans les politiques de développement, ainsi que les TDR du consultant chargé de la confection du guide d'intégration de la lutte contre la pauvreté dans les plans d'affaires ; - la Journée Mondiale de la Population a été organisée ; - les activités préparatoires à l'organisation du 4^{ème} RGPH se sont poursuivies ; - le Rapport National sur le Développement Humain 2013 a été publié en version française et anglaise ; - 10 Rapports Régionaux de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Politique Nationale de la Population ont été produits ; - un symposium sur le dividende démographique a été organisé ; - les concours de l'IFORD et de l'ISTA ont été organisés.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les ressources prévues ont permis, entre autres, d'organiser la Journée Mondiale de la Population, de mettre en œuvre le Programme d'Inclusion Economique et Sociale, de poursuivre les activités préparatoires au 4ème RGPH, de produire le Rapport National sur le Développement Humain 2013 ainsi que les Rapports National et Régionaux de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Politique Nationale de la Population, de mettre en œuvre le projet "Village du Millénaire".							
Perspectives 2015	En perspective, il sera notamment question de rendre disponibles les outils complémentaires en vue d'intégrer les questions de population, de genre et de vulnérabilité sociale dans les politiques de développement							

Action 13 MAÎTRISE ET MISE EN VALEUR DES POTENTIALITÉS DU TERRITOIRE ET DE SES FRONTIÈRES									
OBJECTIF	Disposer des outils stratégiques d'aménagement du territoire.								
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'outils stratégiques d'aménagement du territoire élaborés (schémas nationaux, sectoriels et régionaux)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 17%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		2.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		12.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	11 904 250 000	8 351 250 000	7 332 816 665	3 779 816 665	4 155 694 181	7 915 054 066	56,7 %	209,4 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action reste marquée par la nécessité de conduire à terme les activités engagées pour faire face aux inondations survenues en 2012 dans la Région de l'Extrême-Nord, notamment le démarrage effectif du Projet d'Urgence de Lutte contre les Inondations, le confortement des digues de Maga et du Logone, ainsi que des berges du Logone, la réalisation d'une digue-route le long du Logone de Gobo à Kousseri, et de son prolongement de Kousseri jusqu'aux berges du Lac Tchad. Parmi les autres éléments majeurs du contexte, il y a lieu de relever l'exécution des instructions du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, relatives à l'élaboration des outils d'aménagement du territoire, la nécessité d'aménager les zones frontalières (pont sur le Logone, extension des activités de la PAMOL dans la péninsule de Bakassi) ; la survenue des actions terroristes de la secte Boko Haram dans la Région de l'Extrême-Nord et l'insécurité à l'Est du pays dû à la crise en République Centrafricaine.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	• Traitement de tous les points critiques et confortement de la digue du Logone avec un accent sur les points critiques de Dougui, BéguéPalam, Mara et le pied du déversoir de Pouss et poursuite des travaux sur les points critiques ; • Démarrage des travaux de confortement des berges du fleuve Elbeid ; • Réalisation du SIGAT de la Région du Centre ; • Démarrage des travaux de construction du kit frontalier de Dana (Extrême-Nord), Ako et Nwa (Nord-Ouest) ; • Démarrage des travaux en vue du recasement des populations déplacées du Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations dans la Région de l'Extrême-Nord ; • Démarrage des travaux de construction du marché de Moloundou. • Démarrage des études techniques en vue de la construction de la digue-route entre Gobo et Kousseri et de la construction du pont frontalier entre Yagoua (Cameroun) et Bongor (Tchad).								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les ressources de cette action ont permis de jeter les bases à l'élaboration des outils d'aménagement du territoire que sont le Plan de Zonage du Territoire National, le Schéma National d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire et les Schémas d'Aménagement et de Développement Durable des Régions de l'Est et du Sud, des études techniques de mise en valeur de la portion camerounaise du Bassin du Niger, des études techniques de la construction de la digue-route entre Gobo et Kousseri et de la construction du pont frontalier entre Yagoua (Cameroun) et Bongor (Tchad). Ces ressources ont également permis la mise en œuvre des programmes d'aménagement du territoire (PDRI-CL, PRODEBALT, PDR, etc.) et de conforter les zones critiques des digues de Maga et du Logone, ainsi que des berges du Chari.								

Perspectives 2015	En perspective, il s'agira principalement de lancer le processus d'élaboration proprement dit des outils d'aménagement du territoire, d'accélérer l'élaboration des études techniques des infrastructurantes engagées (digue-route, pont frontalier, projets d'aménagement de la vallée de la Bénoué), de contribuer à la mise en œuvre du Plan d'Urgence Triennal décidé par le Chef de l'Etat, d'intensifier la mise en œuvre des programmes d'aménagement du territoire.
-------------------	---

Action 14 RÉALISATION DES INFRASTRUCTURES D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

OBJECTIF	Aménager les zones d'intervention prioritaire.								
Indicateur	Intitulé:		Taux de mise en œuvre des programmes et projets d'aménagement dans les zones d'intervention prioritaire				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 85%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		45.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		85						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	10 952 850 000	10 952 850 000	9 867 304 381	9 867 304 381	9 867 304 379	8 537 243 844	100 %	86,5 %	
CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action reste marquée par l'absence d'un plan de déploiement des programmes et projets d'aménagement dans les zones d'intervention prioritaire								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Le rapport d'étape de l'étude sur la maîtrise des coûts des facteurs a été produit ; - Les travaux de construction du port en eaux profondes de Kribi ont été réalisés à 90% - Tous les hangars métalliques de l'usine de montage des tracteurs d'Ebolowa ont été construits ; - Les pools d'engins ont été construits dans les régions de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord, du Nord, de l'Ouest, du Sud et du Sud-Ouest ; - Le cadre de pilotage du Programme de désenclavement des bassins de production a été mis en place.								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	L'essentiel des ressources de cette action étaient destinées à la mise en œuvre du Programme de désenclavement des bassins de production dont le pilotage institutionnel initialement confié au MINEPAT a été revu.								
Perspectives 2015	Concevoir un plan de déploiement des programmes et projets d'aménagement dans les zones d'intervention prioritaire en vue de donner une meilleure lisibilité à cette action.								

2014

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 305

RENFORCEMENT DU PARTENARIAT AU DEVELOPPEMENT ET DE
L' INTEGRATION REGIONALE

Responsable du programme

M. ASSAMBA ONGODO Charles
Directeur Général de la Coopération et de l'Intégration Régionale

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

L'objectif du programme 305, intitulé « **Renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale** », est d'améliorer l'efficacité de l'apport des partenariats économiques et techniques à la réalisation des objectifs de développement du Cameroun. Il est décliné autour de cinq (5) axes stratégiques majeurs à savoir : (1) Accroître le volume de financements issus du Partenariats au Développement (prêts et dons) pour la réalisation des programmes d'investissement publics en tenant compte de la soutenabilité de la dette ; (2) Impulser la mise en œuvre des programmes et réformes institutionnelles des Organisations sous-régionales (CEMAC, CEEAC, ...) et régionale (UA, COMAI, ...) ; (3) Capitaliser les opportunités de coopération décentralisée et des financements innovants ; (4) Favoriser les Investissements Directs Étrangers (IDE) à travers le renforcement de la coopération entre les bailleurs de fonds internationaux et le secteur privé, et ; (5) Accroître le niveau d'absorption des financements extérieurs.

OBJECTIF	Améliorer l'apport des partenariats économiques et de l'intégration régionale à la réalisation des objectifs de développement du Cameroun.	
Indicateur	Intitulé:	Taux annuel de décaissement des ressources d'investissement planifiées sur financement extérieur
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	84.0
	Année de référence:	2012
	Valeur Cible	100.0
	Année cible:	2016
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: DENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE DE COOPERATION Action 02: RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE Action 03: PROMOTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE ET DES FINANCEMENTS INNOVANTS Action 04: COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME Action 05: DIVERSIFICATION DES PARTENARIATS ET PROMOTION DES OPPORTUNITÉS DE FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVÉ AUPRÈS DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS INTERNATIONAUX Action 06: AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ET DE L'EFFICACITÉ DU PARTENARIAT AU DÉVELOPPEMENT.	
DOTATIONS INITIALES	AE 2 279 053 000	CP 2 279 053 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	M. ASSAMBA ONGODO Charles, Directeur Général de la Coopération et de l'Intégration Régionale	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Le Programme 305 a été exécuté dans un contexte général caractérisé principalement par les situations politiques, économiques et sécuritaires de l'environnement national et international suivantes :

- **La persistance de la crise financière internationale**, entraînant la baisse des engagements financiers des PTF au Cameroun ;

- **La prise en main du Budget-Programme (entrée en vigueur en 2013, de la Loi portant Régime Financier de l'État)**, entraînant des retards dans l'exécution du Budget ou la mise en œuvre des activités ;
- **Les fluctuations des prix des matières premières à l'instar du pétrole dont le prix du baril a chuté de 40% entre juin 2014 et janvier 2015 (passant de 111,8 dollars à 62,2 dollars)**, entraînant la baisse des recettes pétrolières ;
- **L'insécurité transfrontalière**, entraînant le ralentissement/l'arrêt de l'exécution des projets notamment à financement extérieur dans les régions concernées ;
- **Le lancement du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance économique**, entraînant l'accrue importante de la mobilisation des financements extérieurs de 325 milliards de FCFA auprès d'un consortium de Banque International, pour le financement des projets retenus dans le cadre du PUTAC ;
- **La perspective favorable de l'admission du Cameroun, en Avril 2014, au statut de pays « Blend »**, lui donnant accès aux guichets non-concessionnels de la Banque Mondiale (BIRD) et de la Banque Africaine de Développement (BAD), ce qui lui permettra de disposer des financements flexibles et plus favorables que ceux des prêts commerciaux ;
- **La préparation des CAN 2016 et 2019 qui se tiendront au Cameroun**, d'où la nécessité de la recherche de financement pour la mise en œuvre du vaste programme de construction des infrastructures sportives et connexes.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2014

Au terme de l'exercice 2014, il ressort que le volume de décaissement des ressources d'investissement planifiées sur financement extérieur est de **560 milliards de FCFA** (résultat technique) soit un taux de réalisation de **65,88%** pour une cible de 100% fixé pour l'année 2016, traduisant ainsi une dynamique moyenne de la Direction Générale de la Coopération et de l'Intégration Régionale (DGCOOP) à piloter stratégiquement le démarrage et l'exécution des projets à financements extérieurs au Cameroun. Quant à l'utilisation des ressources financières au taux de **92,56%**, le niveau de consommation peut être jugé satisfaisant compte tenu du contexte de 2^e année de mise en œuvre du Budget-Programme au Cameroun. Par ailleurs, l'atteinte de cette performance s'est faite concomitamment avec l'atteinte des objectifs des actions constitutives du programme.

S'agissant de la **densification du portefeuille de coopération**, la conduite des négociations pour la mobilisation des financements extérieurs pour la mise en œuvre des grands projets d'investissement (infrastructures routières, de télécommunications, adduction en eau-potable, ...) a abouti à la signature des accords de prêts pour un montant global d'environ **1 190 milliards de FCFA**, dont 325 milliards pour la mise en œuvre des projets du **Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance économique**.

Pour ce qui est du **renforcement de l'intégration régionale et sous régionale**, les activités réalisées ont concernées principalement : (a) La ratification de l'APE d'étape Cameroun-Union Européenne intervenue le 22 juillet 2014, et notifiée par la Communauté Européenne, le 25

juillet 2014 ; et (b) La poursuite des activités de rationalisation des deux Communautés Économiques et Régionales (CER) CEMAC-CEEAC, au sein du Comité de Pilotage, où des études d'harmonisations dans cinq (05) domaines prioritaires sur les douze (12) domaines identifiés, à savoir : libre circulation – questions commerciales – questions sécuritaires – mécanismes de financement de l'intégration – création d'un cadre de coordination et de concertation entre la CEEAC et la CEMAC, ont été réalisés par le Cabinet AGORA Consulting, à cet effet.

En ce qui concerne la ***promotion de la coopération décentralisée et des financements innovants***, deux (2) documents d'études et d'organisations : l'un sur une stratégie et des mécanismes de mobilisation des financements innovants pour le développement au Cameroun, et l'autre sur les opportunités, les risques et le mode opératoire de mise en place de nouvelles formes de garanties au Cameroun, ont été élaborés.

Pour ce qui est de la ***diversification des partenariats et promotion des opportunités de financement du secteur privé auprès des partenaires techniques et financiers internationaux***, un guide pratique sur les procédures de mobilisation des financements par le secteur privé Camerounais auprès des bailleurs de fonds, a été élaboré.

Quant à ***l'amélioration de la performance et de l'efficacité du partenariat au développement***, citons principalement comme réalisation : (a) l'organisation du deuxième symposium National post-Busan sur l'efficacité de l'aide au développement – pour le suivi du respect des engagements internationaux en matière d'efficacité de l'aide au Cameroun – qui a abouti à l'élaboration d'une feuille de route pour l'efficacité du développement au Cameroun ; (b) la mise sur pied des plateformes sectorielles multi-acteurs de suivi de la performance du partenariat au niveau de l'ensemble des secteurs du DSCE ; (c) la production du rapport-pays relatif à l'Étude sur l'évaluation collaborative partenaires-bailleurs ; (d) la production du rapport 2012-2013 sur le Partenariat au Développement au Cameroun (DAD-CAMEROUN).

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	65,88%	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	65,88%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 324 076 181	CP 2 324 076 181
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -45 023 181	Ecart CP -45 023 181
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 2 298 627 580	CP 2 350 670 394
TAUX DE CONSOMMATION	98,9 %	101,1 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	Au vue du taux de réalisation du résultat technique de 65,88% contre un taux de consommation des ressources financières de 92,56%, force est de souligner l'effort supplémentaire à réaliser par l'ensemble des acteurs responsables de l'absorption des ressources d'investissements planifiées sur financement extérieur. Par contre, celui du niveau de consommation des ressources financières est fortement tributaire du contexte de 2^e année de mise en œuvre du Budget-Programme 2014 dû à l'appropriation insuffisante de la réforme par les acteurs et/ou du déploiement toujours en cours de la mise en œuvre de ladite réforme des finances publiques.	

PERSPECTIVES 2015	— Définir une action nouvelle devant capter les actions entreprises dans le cadre de la négociation des accords de partenariats économiques ; — Effectuer la revue globale et l'actualisation du cadre logique du Programme ; — Intégrer la codification des activités dans la nomenclature budgétaire de l'État du Cameroun, afin d'améliorer le système d'analyse des coûts des activités ; — Constituer la base de projets à besoins de financements extérieurs, afin notamment d'encadrer les projets à soumettre aux FINEX ; — Mettre en œuvre un système d'information intégré (SII) sur le pilotage de la performance du Programme ; — Les fiches d'opérationnalisation de l'ensemble des indicateurs du programme devront être construite pour impulser le pilotage par la performance ; — Renforcer l'équipe en charge du pilotage de la performance du programme, notamment par la désignation des responsables d'activités, et la construction des outils de pilotage opérationnelle ; Mettre en place d'un cadre juridique du Contrôle de gestion, nécessaire pour le pilotage axée sur la performance des programmes.
------------------------------	---

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2014

Action 01 DENSIFICATION ET DIVERSIFICATION DU PORTEFEUILLE DE COOPERATION								
OBJECTIF	Accroître le volume de financements issus de l'APD (prêts et dons) pour la réalisation des programmes d'investissement publics en tenant compte de la soutenabilité de la dette.							
Indicateur	Intitulé:		Volume d'APD mobilisé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 79,33%	
	Unité de mesure		Mds					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		1128.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		1500.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		1190					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 237 100 000	1 237 100 000	1 430 473 417	1 430 473 417	1 428 573 412	1 415 392 252	99,9 %	98,9 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	— La persistance de la crise financière internationale, entrainant la baisse des engagements financiers des PTF au Cameroun ; — Le lancement du Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance économique, entrainant l'accrue important de la mobilisation des financements extérieurs de 325 milliards de FCFA auprès d'un consortium de Banque International, pour le financement des projets retenus dans le cadre dudit PUTAC ; La préparation des CAN 2016 et 2019 qui se tiendront au Cameroun, d'où la nécessité de la recherche de financement pour la mise en œuvre du vaste programme de construction des infrastructures sportives et connexes.							

ACTIVITES
MAJEURES
REALISEES
(présentation des
extraits)

L'action de **densification du portefeuille de coopération**, s'est opérationnalisée à travers les activités majeures suivantes :

— la **conduite des négociations pour la mobilisation des financements extérieurs**, qui a abouti à la signature des accords de prêts pour un montant global d'environ **865 milliards de FCFA**. Les principaux projets concernés ont été : (a) l'**Appui au renforcement des services de santé primaire et secondaire** avec la Banque Islamique de Développement (BID) pour un montant de 12,04 milliards de FCFA ; (b) la **construction de l'autoroute Kribi – Lolabé** avec EXIMBANK-CHINE pour un montant de 192,9 milliards de FCFA ; (c) l'**Approvisionnement en Eau Potable de Yaoundé et 3 villes secondaires (Edéa, Bertoua, N'Gaoundéré)** avec l'Agence Française de Développement (AFD) pour un montant de 52,3 milliards de FCFA ; (d) la **Construction de la route Olama-Bingambo** avec la BID, pour un montant de 87,9 milliards de FCFA ; (e) **Assainissement Pluvial de la Ville de Yaoundé – 2^{ème} phase (PADY II)** avec l'AFD pour un montant de 52,67 milliards de FCFA ; (f) l'**Investissement et développement des marchés agricoles** avec la Banque Mondiale (IDA) pour un montant de 50 milliards de FCFA ; (g) **Programme C2D « Capitales Régionales » (Bafoussam, Bertoua et Garoua)** avec l'AFD pour un montant de 39,3 milliards de FCFA ; (h) le **Programme d'Amélioration de l'Équité et de la Qualité de l'Éducation (PAEQUE)** avec la Banque Mondiale pour un montant de 26,65 milliards de FCFA ; (i) les **filets sociaux** avec la Banque Mondiale pour un montant de 25 milliards de FCFA ; (j) la **réhabilitation, renforcement et extension des systèmes d'approvisionnement en eau potable au Cameroun - Phase V** avec la BELFIUS Banque pour une valeur de 9,84 milliards de FCFA ; (k) la **construction et équipement du lycée professionnel secondaire d'Ekounou** avec le FKDEA-Fonds koweïtien pour le Développement Économique Arabe pour un montant de 5,25 milliards de FCFA. Au-delà des conventions sus-indiquées, il s'avère adéquat de noter que la DGCOOP a suivi de processus de conduite des négociations pour la mobilisation des financements pour la mise en œuvre des projets du **Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance économique**, conclu le 19 décembre 2014 pour un montant de 325 milliards de F CFA.

— L'**actualisation des cadres de coopération** déjà signés avec les PTFs, s'est faite, d'une part, par les travaux d'actualisation du cadre de coopération avec la Banque Mondiale conduisant à l'éligibilité du Cameroun, en avril 2014, au guichet BIRD, qui lui permet de bénéficier d'une enveloppe supplémentaire de 180 millions de dollars US chaque année pendant la période allant du 1er juillet 2014 au 30 juin 2017 ouvrant des perspectives particulièrement intéressantes quant à l'appui du Groupe de la Banque Mondiale à la mise en œuvre des infrastructures structurantes dans notre pays ; et par les travaux d'identification des projets à inscrire sous le financement du cadre de coopération du 11^{ème} FED (Programme Indicatif National du Fonds Européen de Développement, signé en Octobre 2014, d'un montant global de 185 milliards de FCFA) ; d'autre part, par les travaux d'évaluation du Document de Stratégie Pays (DSP) 2010-2014 avec la BAD, arrivé à échéance en décembre 2014, ont fait état de l'atteinte des objectifs stratégiques (à 92%) et de la bonne performance du portefeuille pays (21 projets actifs dont 04 relevant du secteur privé), aussi, notons la graduation du Cameroun au statut de « Pays Mixte », bénéficiant à la fois des ressources du FAD et du guichet non concessionnel BAD.

la **participation aux rencontres et réunions statutaires internationales de coopération, et l'Organisation des rencontres internationales de coopération au Cameroun**, quant à elles, ont abouti, s'agissant de la première, a assuré de manière honorable la participation du Cameroun aux rencontres statutaires internationales de coopération (Assemblées de la Banque Mondiale/FMI, Assemblées de la BAD, Conseils des Ministres de la CEMAC et de la CEEAC, la Conférence sous-régionale sur l'intégration réunions de la Zone Franc, Commission mixte Cameroun-Turquie, Conclaves Inde-Afrique, etc.) où des accords de principe des financements de projets de développement ont été soumis et d'aucuns approuvés par nos partenaires ; en ce qui concerne la seconde, à la tenue à Yaoundé, de la Première Réunion Ministérielle de la 5^{ème} Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement de l'Afrique (TICAD V) avec l'adoption de la matrice relative à l'état de mise en œuvre du plan d'Action de Yokohama et à la signature d'un échange de note entre le MINEPAT et le Ministre Japonais des affaires Étrangères à propos d'un don hors programme pour la réduction de la pauvreté au Cameroun.

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- L'atteinte du résultat technique à hauteur de 70,33% par rapport à la cible fixée pour l'année 2016, traduit la bonne trajectoire quant à l'atteinte de la cible. Compte de tenue du contexte internationale, ce résultat traduit la perspicacité de la DGCOOP à mobiliser d'avantage des financements pour l'atteinte des objectifs de développement du Cameroun. Cependant, des efforts sont à faire pour une meilleure programmation temporelle et une meilleure sélection des projets à besoins de financements extérieurs ; Quant à l'utilisation des ressources financières mises à disposition pour la densification du portefeuille de coopération, son utilisation à hauteur de 99,41% témoigne à suffisance les efforts consentis pour l'atteinte du résultat technique. Aussi, la dotation supplémentaire de 200 millions de FCFA, pour la mise en œuvre des activités de cette action, montre qu'il est important d'augmenter les ressources de ladite activité.
Perspectives 2015	- Échanger avec l'ensemble des acteurs (PTF, PME, Banques commerciales, Gouvernement) à l'effet de définir les mécanismes pouvant favoriser l'accès à ces financements par les PME ; - Mettre en œuvre un système d'information intégré (SII) une banque de données de Projets Prioritaires du Cameroun, dont les FINEX sont à mobiliser ; Intégrer au niveau opérationnel du cadre logique programme, les activités devant évaluer le cadre de coopération avec les partenaires.

Action 02 RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE ET SOUS-REGIONALE

OBJECTIF	Accroître le volume des échanges aux niveaux sous-régional et régional (Commerce extérieur).								
Indicateur	Intitulé:		Proportion des actions de l'agenda du processus d'intégration régional et sous régionale effectivement mises en œuvre				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 71,25%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		40.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		28,5						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	69 500 000	69 500 000	62 101 653	62 101 653	58 460 857	58 460 857	94,1 %	94,1 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	— La perspective favorable de l'admission du Cameroun, en Avril 2014, au statut de pays « Blend », lui donnant accès aux guichets non-concessionnels de la Banque Mondiale (BIRD) et de la Banque Africaine de Développement (BAD), ce qui lui permettra de disposer des financements flexibles et plus favorables que ceux des prêts commerciaux pour le financement de ses projets intégrateurs ; La ratification par le Cameroun de l'Accord de Partenariat Économique (APE) bilatérale avec l'Union Européenne, intervenue en Août 2014, accélérant ainsi la poursuite des négociations d'une part, pour les travaux de ratification de l'APE régional entre l'Afrique Centrale et l'UE, et d'autre part, celui de la nécessité de la révision du calendrier de démantèlement tarifaire.								

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	L'action de renforcement de l'Intégration Régionale, s'est opérationnalisé en 2014 à travers l'obtention des produits/services majeures suivantes : — La ratification de l'APE d'étape Cameroun-Union Européenne intervenue le 22 juillet 2014, et notifiée par la Communauté Européenne, le 25 juillet 2014. Afin d'informer l'opinion publique sur les enjeux et les principaux défis qui interpelle le Cameroun pour la mise en œuvre de cet accord, une vaste campagne d'explication ciblant la société civile et le secteur privé, a été organisée et, est appelée à se poursuivre dans les dix régions. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'APE d'étape, le Comité chargé du Suivi de la Mise en Œuvre de l'APE Bilatéral Cameroun-Union Européenne (CSMO-APEB/CAM-UE) a été réorganisé par deux décisions créant quatre Groupes Techniques de Travail, à savoir : le Groupe Technique de Travail sur l'Accès aux Marchés et les Questions Douanières (GTAD) ; le Groupe Technique de Travail sur les Services et l'Investissement (GTSI) ; le Groupe Technique de Travail sur les Mesures d'Accompagnement (GTMA), et ; le Groupe Technique de Travail sur le Texte Juridique de l'Accord (GTTJA). Les principales prochaines étapes portent sur la mise en place d'un plan d'adaptation de l'économie camerounaise à la mondialisation ; la mise à Niveau des Entreprises, et ; la révision du calendrier de démantèlement tarifaire ; — La poursuite des activités de rationalisation des deux Communautés Économiques et Régionales CEMAC-CEEAC : un contrat a été signé entre le MINEPAT et le Cabinet AGORA Consulting, en vue de la réalisation des études d'harmonisations dans cinq (05) domaines prioritaires sur les douze (12) domaines identifiés, à savoir : libre circulation – questions commerciales – questions sécuritaires – mécanismes de financement de l'intégration – création d'un cadre de coordination et de concertation entre la CEEAC et la CEMAC. À cet effet, une mission d'étude et de collecte d'information s'est déployée du 16 mars 2014 au 10 avril 2014 au : Gabon /Burundi /République Démocratique du Congo. Les travaux d'élaboration des projets de textes par le Consultant se sont poursuivis durant toute l'année 2014. Les prochaines étapes seront celles de l'atelier de l'exploitation desdits projets de texte (en Janvier 2015) et de la tenue de la 3^{ème} session du COPIL/CER CEMAC-CEEAC (en Avril 2015) ; Le suivi et l'impulsion de la mise en œuvre des programmes d'intégration régionale et sous-régionale à travers notamment : (a) la Commémoration de la journée CEMAC, organisée à Yaoundé, le 16 mars 2014, avec une conférence à portée sous-régionale sur le thème : « Renforcer l'intégration régionale pour accélérer la croissance : quelles priorités pour la CEMAC ? » organisée à Yaoundé les 27 et 28 février 2014, sous le haut patronage du MINEPAT et en collaboration avec la commission de la CEMAC et la Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement International (FERDI). L'objectif visé était la présentation des résultats de l'étude sur « l'évaluation des gains attendus de l'intégration économique régionale dans les pays africains de la zone franc », commise en 2010 par les ministres en charge des finances de la Zone Franc, et réalisée par la FERDI. (b) l'évaluation de l'état de mise en œuvre des projets inscrits dans le cadre du Programme Économiques et Régionales (PER) CEMAC.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	— Le résultat technique pour cette action devant rendre compte du niveau de renforcement de l'intégration régionale et sous-régionale par le Cameroun, est de 71,25% par rapport à la cible fixée à 40 % en 2016, traduit la bonne trajectoire quant à l'atteinte de la cible. Cependant, les niveaux d'atteintes de cet indicateur doivent être évalués pour les années 2012 et 2013, afin que le taux de progression de cet indicateur puisse être apprécié. Quant à l'utilisation des ressources financières mises à disposition pour l'opérationnalisation des activités de cet indicateur, son utilisation est de 88,43%, niveau jugé faible principalement à cause de (a) la mauvaise planification des activités/tâches inscrites dans l'action, et (2) la réalisation des activités non prévues dans le cadre logique opérationnel du programme. Aussi, la réorientation stratégique de cette action afin de prendre en compte ses activités, est le défi à acter par la DIR/DGCOOP/MINEPAT pour améliorer le résultat technique escompté, et le niveau de consommation des ressources financières dédiées à cette action.

Perspectives 2015	— Échanger avec l'ensemble des acteurs (PTF, PME, Banques, Gouvernement) à l'effet de définir les mécanismes pouvant favoriser l'accès aux financements (BAD, BADEAC) par les PME Camerounaises ; — Mener une réflexion pour une capitalisation optimale des nouvelles opportunités de coopération en Afrique afin de diversifier le portefeuille de coopération ; — Mettre en place un répertoire des partenaires potentiels avec lesquels le Cameroun pourrait nouer des relations économiques et techniques en Afrique ; Recadrer l'objectif stratégique de l'action vers les orientations dont les missions à moyen-terme sont de la responsabilité du MINEPAT, qui est « Impulser la mise en place des programmes et des réformes institutionnelles des Organisations sous-régionales (CEMAC, CEEAC, ...) et régionale (UA, COMAI, ...) ».
-------------------	--

Action 03 PROMOTION DE LA COOPERATION DECENTRALISEE ET DES FINANCEMENTS INNOVANTS								
OBJECTIF	Capitaliser les opportunités de coopération décentralisée et des financements innovants.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de conventions conclus à travers la coopération décentralisée et les financements innovants				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE -	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2012					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2016					
	Valeur Cible		5.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	139 000 000	139 000 000	132 249 345	132 249 345	127 949 345	108 503 095	96,7 %	82 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La persistance de la crise financière internationale , entraînant la baisse des engagements des PTF au Cameroun, d'où la nécessité d'explorer d'autres sources de financements de l'économie, notamment par le développement et la mise en place de nouveaux mécanismes de financements innovants pour le développement, ainsi que des formes de garanties s'y rattachant.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	L'action de <i>promotion de la coopération décentralisée et des financements innovants</i>, s'est opérationnalisé en 2014 à travers l'obtention des produits/services majeurs suivants : — La production d'un répertoire des opportunités de coopération décentralisée par un Consultant (recruté à cet effet par le SMP/DAG du MINEPAT), et donc l'objectif global est d'identifier l'ensemble des opportunités de coopération décentralisée qui s'offrent aux communes Camerounaises tant au niveau national qu'au niveau international. De façon plus spécifique, il s'est agi de : (i) présenter le cadre juridique et institutionnel de la coopération décentraliser au Cameroun ; (ii) d'identifier l'ensemble des formes de coopération décentralisée existantes au Cameroun y compris l'ensemble des formes de regroupement des CTD existantes au Cameroun ; (iii) recenser l'ensemble des opportunités qu'offrent nos partenaires classiques en matière de coopération décentralisée ; (iv) collecter toutes les informations sur les fora internationaux en matière de coopération décentralisée ; (v) collecter les informations sur l'ensemble des réseaux de coopération décentralisée qui existent à travers le monde. — La production de document d'étude sur les financements innovants et les nouvelles formes de garanties : un consultant a été recruté et a produit deux (2) documents d'études et d'organisations, l'un sur une stratégie et des mécanismes de mobilisation des financements innovants pour le développement au Cameroun, et l'autre sur les opportunités, les risques et le mode opératoire de mise en place de nouvelles formes de garanties au Cameroun. La production d'une « note d'analyse » de la proposition d'un nouveau mode de financement de projet sous forme de « paquet global » ou « package financing » proposé par le Gouvernement chinois pour le financement des Projets Structurants du Cameroun, par le Groupe de Travail du Comité interministériel sur les Financements Innovants, dans laquelle, il a formulé des observations : (1) sur ce mode de financement appelé par ailleurs « infrastructures contre ressources naturels » ; (2) sur l'opportunité de ce mode de financement ; et (3) sur les inconvénients dudit mode de financement.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	- La réalisation technique de l'action obtenue reste à rechercher et à évaluer suivant une méthodologie à adopter. Par ailleurs, nous pouvons souligner qu'au niveau opérationnel, que de majeurs résultats ont été obtenus (énumérés plus haut) dans le cadre de cette action. Quant au niveau, de 95,14%, de consommation des ressources financières, il est qualifié très satisfait face aux défis relevés.							

Perspectives 2015	- Dans le cadre de la mise en place des mécanismes de développement des financements innovants au Cameroun, l'opérationnalisation du Plan d'Action de l'étude est attendue ; - Dans le cadre de la coopération décentralisée, les mécanismes devront être mise en place afin de faire capitaliser aux CTD des opportunités de coopération décentralisée identifiées dans le cadre de l'étude réalisée par le MINEPAT ; La fiche technique d'opérationnalisation de l'indicateur de cette action devra se limiter au « cadre normatif de mobilisation de financements innovants mis en place », car la mobilisation de ces financements innovants pourrait relever de la responsabilité des autres démembrements de l'État du Cameroun. Aussi, elle devra préciser le type de partenariats coopération décentralisée devant être pris en compte.
-------------------	--

Action 04 COORDINATION ET PILOTAGE DU PROGRAMME

OBJECTIF	Assurer l'efficacité de la mise en œuvre du programme.								
Indicateur	Intitulé:		Taux de réalisation des activités du programme				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 89,5%		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		50.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		100.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		89,5						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	212 578 000	212 578 000	211 165 638	211 165 638	211 165 638	219 856 962	100 %	104,1 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La coordination et le pilotage du programme 303 s'est effectué dans un environnement marqué par : — La prise en main du Budget-Programme (entrée en vigueur en 2013, de la Loi portant Régime Financier de l'État), entraînant, par la non-maitrise des procédures d'engagements, le retard dans l'exécution du Budget ou la mise en œuvre des activités ; La désignation des responsables du cadre de pilotage de la performance, notamment les contrôleurs de gestions de Programmes et les responsables d'Actions, par Décision N°268/D/MINEPAT/SG/DSR/CS du 30/04/2014, entraînant ainsi le défi d'appropriation des outils de pilotage par ces responsables, mais aussi de l'instauration du dialogue de gestion au sein du Programme.								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	— Le taux de réalisation des activités du programme de 89,5% de cette action qui mesure de façon globale le niveau de mise en œuvre du programme est satisfaisant. Cependant, au vue du niveau de consommation des ressources financières de 88,18% dédié au pilotage de la performance de ce programme, justifie le niveau non satisfaisant du taux de réalisation des activités de ce programme. Aussi, d'une part, le mérite du résultat obtenu proviendrait du management satisfaisant de la DGCOOP à s'approprier des nouvelles règles et exigences du Budget-Programme, d'autre part, des contingences non inhérent à la DGCOOP freinant l'exécution du BIP notamment, les longues procédures de passation de marché et de mobilisation de ressources financières nécessaires à la conduite des activités planifiées ;								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	— Le taux de réalisation des activités du programme, indicateur de mesure de la performance de cette action, est de 89,5% ; il permet de mesurer de façon globale le niveau de mise en œuvre des activités du programme, qui peut être jugé satisfaisant vu le taux de réalisation, de 89,5% par rapport à sa cible de l'année 2016 fixée à 100%. Quant au niveau de consommation des ressources financières, de 88,18%, dédié au pilotage de la performance de ce programme, est tributaire des règles de libération des quotas sur le Budget de Fonctionnement, et des règles de l'ordre le « moins disant » sur les activités du BIP sujets à soumission au Service des Marchés Publics ; Par ailleurs, le mérite du résultat obtenu proviendrait du management satisfaisant de la DGCOOP à s'approprier des nouvelles règles et exigences du Budget-Programme d'une part, et des contingences non inhérent à la DGCOOP freinant l'exécution du BIP notamment, les longues procédures de passation de marché et de mobilisation de ressources financières nécessaires à la conduite des activités planifiées d'autre part.								
Perspectives 2015	- De nouveaux systèmes de pilotage de la performance sont envisagés, notamment le pilotage opérationnel des activités au sein de chaque action actions du Programme, et l'élaboration des monographies desdites activités ; - La mise en service du Portail Collaboratif de la DGCOOP, plateforme web, de suivi du traitement des dossiers de coopération, est attendue ; La mise en place d'un cadre juridique du Contrôle de gestion est nécessaire pour le pilotage axée sur la performance des programmes.								

Action 05 DIVERSIFICATION DES PARTENARIATS ET PROMOTION DES OPPORTUNITÉS DE FINANCEMENT DU SECTEUR PRIVÉ AUPRÈS DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS INTERNATIONAUX									
OBJECTIF	Favoriser les IDE en renforçant la coopération entre les bailleurs de fonds internationaux et le secteur privé								
Indicateur	Intitulé:		Volume d'IDE mobilisé				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		Mds						
	Année de référence:		2012						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2012						
	Valeur Cible		50.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	181 500 000	181 500 000	170 178 907	170 178 907	162 501 107	163 371 107	95,5 %	96 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	— La persistance de la crise financière internationale, entrainant la baisse des engagements financiers des PTF au Cameroun ; Dans un contexte où les flux d'IDE au niveau mondial ont diminué de 8% en 2014, cependant les IDE vers le continent africain sont par contre restés constants entre 2013 et 2014, le Cameroun reçoit peu d'investissements directs étrangers (de l'ordre de 570 millions USD en 2013) avec des flux nets d'IDE ne représentant qu'un modeste pourcentage du PIB. Le secteur le plus ciblé reste celui des industries extractives, notamment l'exploitation pétrolière.								

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	L'action de Diversification des partenariats et promotion des opportunités de financement du secteur privé auprès des PTF internationaux, s'est opérationnalisé en 2014 à travers l'obtention des produits/services majeurs suivants : — La réalisation d'une étude relative à l'élaboration d'une stratégie de redynamisation de la coopération avec le Canada, les États-Unis (USAID, etc.) en vue de la saisine des opportunités offertes par l'AGOA, le Millenium Challenge Account, etc., par un consultant recruté par le MINEPAT : (1) En matière de Coopération économique avec les États-Unis, il s'est agi : (i) du renforcement de la mobilisation des fonds auprès de l'ambassade des États-Unis à travers l'appui au CTD et au secteur privé en matière de formulation des projets éligibles, (ii) de la densification du portefeuille de coopération avec EximBank des États-Unis à travers principalement le développement des nouveaux instruments de garantie et la finalisation des négociations des financements des projets en cours de préparations avec les Partenaires Américains, et (iii) du renforcement de l'éligibilité du Cameroun à l'initiative Power Africa et aux financements de l'OPIC et de l'USTDA ; (2) En matière de coopération technique avec les États-Unis, les actions concernent : (i) le Renforcement de l'assistance technique à travers le programme Peace Corps, (ii) le Renforcement de l'éligibilité du Cameroun au Programme MCC à travers notamment le Renforcement du dispositif de suivi de l'évolution des indicateurs d'éligibilité du Cameroun au MCC, (iii) la Redynamisation de la coopération avec USAID et l'accélération du processus de réouverture du bureau de l'USAID au Cameroun. (3) En matière de développement des mécanismes de saisine des opportunités offertes par l'AGOA, deux principales actions sont envisagées à savoir : (i) le Renforcement des capacités du secteur privé à la saisine des opportunités offertes par l'AGOA et, (ii) la Mise en place d'une stratégie d'exportation des produits Camerounais ayant le plus d'avantages comparatifs vers les États-Unis via la saisine des opportunités offertes par l'AGOA. (4) En matière de coopération économique avec le Canada les actions sont relatives : (i) au Renforcement de la mobilisation des ressources auprès du Haut-Commissaire du Canada/MAECD par les OCS, les CTD et le Secteur Privé, et (ii) au Renforcement des partenariats entre les secteurs privés Camerounais et Canadien en vue de la saisine des opportunités offertes par l'APPIE. (5) Pour ce qui est de la coopération technique avec le Canada les actions concernent : (i) le Renforcement du programme de bourse avec le Canada et, (ii) le Mise en place d'un programme de renforcement des capacités du secteur minier par le Canada. (6) Pour la mise en œuvre et le suivi de la mise en œuvre des actions de coopération envisagées avec les États-Unis, il a été envisagé la mise en place d'un Comité Technique Bilatéral de Redynamisation de la Coopération avec les États-Unis et en ce qui concerne le Canada, il a été fortement suggéré la mise en place d'un Groupe de Travail chargé du Développement des mécanismes devant permettre au Cameroun de tirer le meilleur partie des opportunités offertes par l'APPIE. La production d'un répertoire sur les opportunités et procédures de mobilisation des financements par les entreprises du secteur privé Camerounais auprès des bailleurs de fonds : réalisé par un Consultant recruté par le SPM du MINEPAT, ce document a pour principal objectif de renforcer l'appropriation des instruments et mécanismes de mobilisation des fonds auprès des PTF par le secteur privé. Il s'est agi spécifiquement de : (i) identifier l'ensemble des guichets des bailleurs de fonds dédié au secteur privé ; (ii) pour chacun des guichets identifiés, décrire les instruments de financement, conditions d'éligibilité, les conditions de financement (Taux d'intérêt, délai de remboursement, etc.), les procédures allant du dépôt du dossier à l'octroi du financement ; (iii) identifier au regard des conditions de chacun des guichets et au regard des données du recensement général des entreprises le type d'entreprises camerounaises qui semble éligible et ; (iv) identifier les actions à entreprendre par ces entreprises pour parvenir à lever ces fonds.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	- Le volume d'Investissements Directs Étrangers (IDE) mobilisés à mettre à l'actif de cette action est nul. Ce résultat est dû à la restriction du champ de la mobilisation des IDE aux PME Camerounaises et au niveau embryonnaire du dispositif de garanties et des mécanismes de mobilisations des IDE par les PME du Cameroun. Cependant, des efforts majeurs ont été réalisés pour renforcer l'appropriation des instruments et mécanismes de mobilisation des fonds auprès des PTF par le secteur privé ; Quant à l'utilisation des ressources financières mises à disposition pour la mise en œuvre de cette action, son utilisation à hauteur de 93,76% peut être jugée satisfaisante au regard des résultats obtenues des activités.

Perspectives 2015	- Élaborer un cadre d'opérationnaliser ou une matrice de plan d'action à mettre en œuvre afin de capitaliser les résultats de l'étude sur l'élaboration d'une stratégie de redynamisation de la coopération avec le Canada, les États-Unis (USAID, etc.) - Capitaliser les rapports de missions de prospection de partenariats économiques auprès de nouveaux partenaires (les stratégies de prospections doivent être améliorée) ; - Élaborer un répertoire des partenaires potentiels avec lesquels le Cameroun pourrait nouer des relations économiques et techniques ; Construire un indicateur devant à la fois capter la diversification de partenariats et de promotion des opportunités de financement du secteur privé auprès des PTF ; cependant la transition primordiale souhaitée de cet indicateur penche vers une indicateur qui permettra d'acter les résultats intermédiaires à celui du « volume des IDE mobilisés ».
-------------------	--

Action 06 AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ET DE L'EFFICACITÉ DU PARTENARIAT AU DÉVELOPPEMENT.									
OBJECTIF	Accroître le niveau d'absorption des financements extérieurs								
Indicateur	Intitulé:		Taux global de décaissement des financements extérieurs				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE		
	Unité de mesure		%						
	Année de référence:		2012				40,87%		
	Valeur de référence:		27.0						
	Année cible:		2016						
	Valeur Cible		70.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):		28,61						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	439 375 000	439 375 000	317 907 221	317 907 221	309 977 221	385 086 121	97,5 %	121,1 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	— L'insécurité transfrontalière, entraînant le ralentissement/l'arrêt de l'exécution des projets notamment à financement extérieur dans les régions concernées ; La perspective favorable de l'admission du Cameroun, en Avril 2014, au statut de pays « Blend », lui donnant accès aux guichets non-concessionnels de la Banque Mondiale (BIRD) et de la Banque Africaine de Développement (BAD), ce qui lui permettra de disposer des financements flexibles et plus favorables que ceux des prêts commerciaux ;								

ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	L'action d'Amélioration de la performance et de l'efficacité du partenariat au développement, s'est opérationnalisée en 2014 à travers l'obtention des produits/services majeurs suivants : — L'organisation de revue de portefeuille des projets avec les partenaires (1) Nord-Sud et les Organisations Multilatérales, (2) d'intégration sous-régionale, (3) du Monde Islamique dont l'objectif global était d'identifier, de manière concertée, des solutions durables aux problèmes auxquels se heurtent actuellement la mise en œuvre des programmes/projets inscrits dans le portefeuille de coopération avec (1) la Banque Mondiale, le FIDA, la France et le Japon, (2) la Banque Africaine de Développement (BAD), et (3) les institutions financières du Monde Islamique. De façon plus spécifique, il s'est agi de : (i) identifier les nombreux et graves problèmes auxquels se heurte actuellement la mise en œuvre des programmes retenus dans le cadre de ce portefeuille ; (ii) formuler de manière concrète les réponses appropriées à ces obstacles ; (iii) clarifier les rôles et les responsabilités des structures chargées d'apporter ces réponses, ainsi que les délais et dates butoir y afférents ; (iv) échanger sur les perspectives d'intensification, d'amélioration ou de réorientation de ce partenariat au regard des missions et des résultats de développement dont l'urgence et la priorité de l'heure ont été reformulées et constamment rappelées par la Haute Hiérarchie. — La production du rapport 2012-2013 sur le Partenariat au Développement du Cameroun (DAD-CAMEROUN), à travers (1) le contexte et la situation du partenariat au développement au Cameroun ; (2) la structure de l'aide au développement du Cameroun, qui présente la répartition de l'aide au développement suivant un ensemble de caractéristiques telles la nature des financements, le type de projet, le niveau de décaissement et le niveau de fragmentation ; (3) la cartographie spatiale et sectorielle de l'aide au développement du Cameroun ; et (4) les analyses thématiques portant notamment sur la contribution du Gouvernement au projet de développement et les délais de décaissements des financements. — L'impulsion et le suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris au Cameroun, à travers : (a) le suivi du respect des engagements internationaux en matière d'efficacité de l'aide au Cameroun, par l'organisation du deuxième symposium National post-Busan sur l'efficacité de l'aide au développement ayant abouti à l'élaboration d'une feuille de route pour l'efficacité de l'aide au développement au Cameroun ; et (b) la mise en place et l'opérationnalisation des plateformes sectorielles pour l'amélioration du cadre de redevabilité mutuelle au Cameroun et de pallier en conséquence à l'absence de cadre périodique de revue de la mise en œuvre du DSCE au niveau sectoriel, le MINEPAT, a initié depuis juillet 2014, la mise en place des plateformes sectoriels multi-acteurs de suivi de la performance du Partenariat dans les sept secteurs du DSCE. Le suivi-évaluation de la mise en œuvre du CPAP 2013-2017 du PNUD a concerné, l'accompagnement à l'élaboration des Plans de Travail Annuel de l'ensemble des programmes du PNUD, l'élaboration des mécanismes de suivi du CPAP intégrant les mécanismes de suivi du DSCE et la formation des personnels de la DNS à la gestion des programmes.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	— Le niveau de réalisation du résultat technique à hauteur de 40,87 %, montre que sur le plan technique plusieurs efforts doivent être mise en œuvre en vue de restructurer les revues de portefeuilles de projets de coopération avec les PTF pour in fine résorber le volume des Soldes Engagées Non Décaissés (SEND) des projets à FINEX. Soulignons, principalement que le MINEPAT, acteur back-office, doit redoubler d'efforts pour améliorer le pilotage de l'exécution de ces projets à financements, dont les parties prenantes sont sans cesse nombreux (MINMAP, SECTORIELS, CAA, MINFI, ...) ; Quant à l'utilisation des ressources financières mises à disposition, son utilisation à hauteur de 71,67% est satisfaisante au regard du résultat technique peut satisfaisant atteint.
Perspectives 2015	— Évaluer la valeur des flux financiers décaissés niveau de réalisation de cet indicateur de mesure du « Taux global de décaissement des financements extérieurs » pour les années 2012 et 2013, afin que les efforts réalisés en terme d'absorption des FINEX soient mieux évalués ; — Développer un système d'information de suivi évaluation de l'exécution des projets à financements extérieurs ; Restructurer le mode d'organisation et de pilotage de l'activité de suivi de l'exécution et du démarrage des projets à financements extérieurs.

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

- 3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE**
- 3.2. LEÇONS APPRISES**
- 3.3. PERSPECTIVES 2015**